



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
ⵎⴰⵔⴻⵎⴰⵏ ⵏ ⵏⵓⵔ ⵏ ⵉⵏⵙⴰⵏ | ⵏⵓⵔ ⵏ ⵉⵏⵙⴰⵏ | ⵏⵓⵔ ⵏ ⵉⵏⵙⴰⵏ
Conseil national des droits de l'Homme



L'expulsion des Marocains vivant en Algérie (1975)

Regard du droit international humanitaire

Place Ach-Chouhada,
B.P. 1341, 10 001, Rabat - Maroc
Tél : +212(0) 5 37 72 22 18/07
Fax : +212(0) 5 37 72 68 56
cndh@cndh.org.ma

مساحة الشهداء، ص ب 1341،
10 001، الرباط - المغرب
الفاكس : +212 (0) 5 37 72 22 18/07
الفاكس : +212 (0) 5 37 72 68 56
cndh@cndh.org.ma

Dépot légal : 2014 MO 1502
ISBN : 978 - 9954 - 606 - 19 - 3

**L'expulsion des Marocains
vivant en Algérie (1975)**
Regard du droit international humanitaire

**Actes du Colloque organisé le 17 mai 2013,
A l'initiative des Sénateurs
Fatiha SAIDI, Marie ARENA et Hassan BOUSETTA**

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	01
Marie ARENA , Sénatrice	
Expulsion des Marocains d'Algérie et droit International de la migration	03
Abdallah HARSI , Professeur de droit public Université Sidi Mohammed Ben Abdallah Faculté de droit - Fès	
Expulsion collective de travailleurs migrants – Recours possibles devant des instances internationales	15
Eric DAVID , Professeur émérite de droit international à l'ULB	
Les Marocains d'Algérie : de la mémoire à l'histoire (1956-1976)	23
Marion CAILBAULT , Etudiante	
Buts et actions de l'ADMEA	27
El Houssine BOUASRIA , Vice-Président de l'Association de Défense des Marocains Expulsés d'Algérie (ADMEA)	
1975, l'histoire contrariée : Il était une fois la Déportation des Marocains d'Algérie... ..	29
Mohammed CHERFAOUI , Ingénieur-Président d'ADMEA Europe	
Conclusions	35
Fatiha SAIDI , Sénatrice	

COLLOQUE

L'EXPULSION DES MAROCAINS VIVANT EN ALGÉRIE (1975) EN REGARD DU DROIT INTERNATIONAL ET HUMANITAIRE

Le 8 décembre 1975, le gouvernement algérien ordonne l'expulsion des ressortissants Marocains (on parle de 45.000 familles et 350.000 personnes) établis sur le territoire algérien depuis des décennies.

Cette partie de l'histoire est peu connue et la liste des questions est longue.

Le Colloque du 17 mai 2013 s'est attelé à objectiver le débat à la lueur de l'analyse des faits de 1975.

En présence de :

- Abdallah HARSI
- Eric DAVID
- Marion CAILBAULT
- El Houssine BOUASRIA
- Mohammed CHERFAOUI

Les opinions exprimées dans cet ouvrage n'engagent que leurs auteurs

Introduction

Marie ARENA

Sénatrice

C'est avec un immense plaisir que j'ouvre les travaux de cette conférence dédiée à la question des marocains expulsés d'Algérie.

Je vous avoue qu'avant que ma collègue et amie Fatiha SAIDI ne m'en parle, je ne connaissais pas cette page tragique de l'histoire. En effet, il y a quelques mois, Fatiha qui connaissait bien les faits m'informait qu'elle souhaitait ouvrir le débat dans notre Assemblée sur cette question et ce dans l'objectif tout simple et si juste du devoir de mémoire.

J'ai accepté de m'associer à ces travaux car cette tragédie a concerné des dizaines de milliers de personnes et leur histoire est souvent restée inconnue voire étouffée.

Il est bien difficile de savoir où l'on va si on ne sait plus (ou si on ne sait pas) d'où on vient. C'est donc dans cet esprit que nous avons rédigé cette résolution du Sénat belge et que nous organisons cet échange aujourd'hui.

C'est aussi dans l'espoir du dialogue entre les peuples marocain et algérien que cette résolution a été rédigée car, finalement, la solution réside dans cette volonté politique de se parler.

Enfin, de nombreux témoins sont présents aujourd'hui venus du Maroc, de France et bien sûr de Belgique. Sont parmi nous aussi des experts, des académiques, professeurs de droits international. Nous regrettons cependant que notre invité Algérien n'ait pu se joindre à nous.

Nous allons tenter ce matin de mieux comprendre ce qui s'est passé mais aussi d'explorer les pistes qui permettront à chacun de faire reconnaître son droit à la mémoire mais aussi et dans la mesure du possible à la réparation des déchirures qui sont toujours bien présentes dans la mémoire de ces familles expulsées.

Je remercie encore une fois Fatiha pour le travail qu'elle a porté et vous tous d'être là parmi nous aujourd'hui.

L'expulsion des marocains d'Algérie et le droit International de la migration

Abdallah HARSI

Professeur de droit public à l'Université Sidi Mohammed Ben Abdallah
(Faculté de droit - Fès)

Introduction

A la suite de l'Avis consultatif de la Cour Internationale de Justice (CIJ) du 16 octobre 1975, le Maroc s'estimait en droit de récupérer le territoire du Sahara alors sous occupation espagnole, en organisant une Marche pacifique. Le 6 novembre 1975, 350.000 hommes et femmes marocains sont alors mobilisés pour se diriger, sans armes, vers le Sahara. Après des négociations avec l'Espagne, l'administration du territoire est transférée en vertu des Accords de Madrid au Maroc.

L'Algérie qui, jusqu'en 1974, proclamait n'avoir aucune prétention territoriale au Sahara, n'a pas accepté le succès du Maroc. Et c'est dans ce contexte que près de 45.000 familles marocaines résidant en toute légalité en Algérie ont été expulsées de ce pays le 18 décembre 1975, qui était un jour de fête important chez les musulmans (Aïd El Kébir). Le chiffre global des expulsés a atteint selon certaines estimations les 300.000 personnes, avoisinant ainsi le nombre des participants à la Marche verte organisée par le Maroc, le 6 novembre, pour récupérer le Sahara. L'expulsion de l'ensemble de la communauté marocaine fut massive et a été organisée sans préavis et dans des conditions inacceptables. Des milliers d'émigrés marocains ont été contraints d'abandonner leurs biens, leurs familles et enfants pour les couples mixtes, vers les frontières, du côté de la ville marocaine d'Oujda.

Cette expulsion qui constitue par ailleurs une violation flagrante des droits de l'Homme, notamment de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, est également intervenue en violation du droit international de la migration.

L'expulsion des marocains par l'Algérie est doublement condamnable : au plan interne, et au plan international. La législation algérienne sur le séjour des étrangers ne permettait pas une telle expulsion : outre le fait qu'elle est de caractère laconique, imprécise et n'offrant pas de garanties, elle ne concerne que les expulsions individuelles. Rien dans le droit interne algérien ne justifiait une expulsion aussi massive. Aucun motif légal n'ayant été avancé, cette expulsion peut donc être considérée comme un acte politique de vengeance.

L'objet de cette intervention est de faire le point sur cette question, à partir du droit international de la migration, qui considère que l'expulsion de travailleurs migrants est un acte condamnable et que les migrants expulsés ont parfaitement le droit de revendiquer et obtenir une réparation équitable du fait des préjudices subis, ainsi que le droit au regroupement familial, notamment pour les couples mixtes.

Trente-six ans après, le cas des marocains expulsés demeure d'une actualité brûlante et doit être élucidé. Il est donc utile de reposer en toute objectivité le problème, qui doit être examiné tant au niveau du droit interne algérien en la matière, qui doit en principe respecter les normes internationales, notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qu'au niveau du droit international de la migration.

A. L'expulsion des marocains d'Algérie au regard de la législation algérienne

Le texte applicable en la matière lors de l'expulsion des marocains par l'Algérie est l'Ordonnance n° 66-211 du 21 juillet 1966 relative à la situation des étrangers en Algérie (abrogée et remplacée par la loi du 2 juillet 2008), complétée par un décret d'application n° 66-212 du 21 juillet 1966.

4

L'Ordonnance donne tout d'abord une définition de l'étranger, comme étant celui qui n'a pas la nationalité algérienne ou qui ne possède aucune nationalité. Elle définit ensuite les conditions de circulation des étrangers, et affirme dans son article 13 que «L'étranger séjourne et circule librement sur le territoire algérien», sous réserves de certaines conditions :

- L'étranger doit être en mesure de présenter, à toute réquisition des agents de l'autorité, les pièces ou documents l'autorisant à résider en Algérie ;
- Lorsqu'un étranger change de résidence effective, il doit en faire la déclaration. Cette déclaration se faisant au bureau de la main-d'œuvre pour les étrangers qui ont un emploi.

Toutefois, ce sont les dispositions du Chapitre VII de l'Ordonnance, relatif aux expulsions, qui nous intéressent particulièrement. Le chapitre VII détermine les conditions dans lesquelles intervient l'expulsion et ce, dans trois articles :

1) L'article 20 précise que «l'expulsion d'un étranger hors du territoire national est prononcée par arrêté du ministre de l'intérieur». Cette mesure peut intervenir dans les cas suivants :

a. Lorsque les autorités administratives estiment que sa présence en Algérie constitue une menace pour l'ordre public ;

- b. Lorsqu'il a fait l'objet d'une décision de justice devenue définitive et comportant une peine d'emprisonnement pour crime ou délit ;
- c. Lorsqu'il n'a pas quitté le territoire national, dans les délais qui lui sont impartis conformément à l'article 12 (refus ou retrait de la carte de résident), à moins qu'il ne justifie que son retard est imputable à un cas de force majeure.

2) L'article 21 de l'Ordonnance précise que la mesure d'expulsion doit être notifiée à l'intéressé, qui dispose d'un délai de 48 heures à 15 jours, selon la gravité des griefs qui lui sont reprochés, pour quitter le territoire national.

3) L'article 22 précise que l'étranger qui a fait l'objet d'une mesure d'expulsion et qui justifie de l'impossibilité de quitter le territoire national peut, jusqu'à ce qu'il soit en mesure d'y déférer, être astreint, par arrêté du ministre de l'intérieur, à résider au lieu qui lui est fixé.

Comme on peut le constater, l'Ordonnance de 1966 établit, en termes laconiques d'ailleurs, un pouvoir d'expulsion purement administratif, sans qu'il n'y ait, à aucun moment de la procédure, une possibilité de saisir un juge à même de trancher le litige. Une fois l'expulsion décidée, elle doit être exécutée par l'intéressé, sans aucune contestation de sa part, sans même aucun recours administratif. D'autre part, si l'on met à part l'expulsion pour condamnation judiciaire à raison d'un crime ou délit, les deux autres motifs d'expulsion ne sont pas précisés et demeurent à la discrétion de l'autorité administrative : atteinte à l'ordre public, retrait ou refus de la carte de résident (justifié par l'absence des conditions requises, qui ne sont pas précisées par l'Ordonnance). Dans tous les cas, aucune de ces règles ne s'applique à la situation des marocains expulsés d'Algérie, qui ont été expulsés collectivement, au moment où l'Ordonnance, de par sa rédaction, semble disposer à l'égard d'expulsions individuelles examinées au cas par cas. Car, comment peut-on découvrir soudain que 45.000 familles marocaines menacent l'ordre public de l'Algérie, ou bien qu'elles ne remplissent plus les conditions pour continuer à bénéficier de la carte de résident ?

L'une des principales conclusions à retenir de ce qui précède, est que l'expulsion des marocains par l'Algérie, dans les conditions où elle a eu lieu, était entièrement illégale au regard du droit interne algérien. Comme nous l'avons écrit plus haut, et pour rester sur le plan du droit, les responsables algériens auraient pu agir dans le cadre de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme à laquelle la constitution algérienne se réfère, et éviter ainsi beaucoup de souffrances pour les familles expulsées. Aucun motif légal n'ayant été avancé, l'expulsion constitue donc un acte politique de vengeance contre le Maroc qui a récupéré en 1975 ses provinces sahariennes, récupération qui n'a pas été admise par l'Algérie.

Le cas des expulsés marocains n'est pas unique dans l'histoire de l'Algérie. Récemment, lors de sa dixième session (du 29 avril au 1er mai 2009), le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles, chargé du suivi de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, a posé la question à l'Algérie à propos d'autres expulsions collectives, dans le point 15 du Projet de liste des points à traiter à l'occasion de l'examen du Rapport initial de l'Algérie : «Indiquer si la loi interdit expressément l'expulsion collective (le Comité fait allusion à la loi de 2008). Devant les témoignages faisant état de plusieurs expulsions collectives de migrants subsahariens en 2008, le Comité souhaite disposer d'informations détaillées sur la pratique de l'État partie en la matière». La réponse du gouvernement algérien, reçue le 13 janvier 2010, a été la suivante : «A titre de complément d'information sur cette question, il y a lieu de souligner que les décisions d'expulsion des étrangers en situation irrégulière sur le territoire national sont individuelles».

Bien que la loi du 2 juillet 2008 ait remplacé l'Ordonnance de 1966, les deux textes sont également silencieux sur la question des expulsions collectives. Etant donné la similitude des deux textes sur ce point, on peut conclure de la réponse du gouvernement algérien au Comité sur les travailleurs migrants que les expulsions étant individuelles dans le cas des étrangers en situation irrégulière, elles le sont à plus forte raison pour les étrangers en situation régulière. L'Algérie reconnaît donc que l'expulsion collective est contraire au droit, et sa responsabilité est établie vis-vis des marocains expulsés en 1975, d'autant plus qu'aucun motif valable de cette expulsion n'a été jusqu'à présent avancé.

B. L'expulsion des marocains d'Algérie au regard du droit international de la migration

Il convient, à ce niveau, de préciser la notion d'expulsion en général, telle qu'elle est perçue par les instances de l'ONU.

Dans un Rapport spécial présenté à la Commission du droit international de l'ONU¹, l'interdiction des expulsions collectives des étrangers a été considérée comme étant contraire aux droits de l'Homme tels qu'ils sont mondialement reconnus.

Le Rapporteur spécial établit que le terme «expulsion» doit être entendu dans une acception large englobant «toutes les mesures d'éloignement des étrangers du territoire de l'État expulsant». Le Rapporteur explique que si c'est un acte unilatéral -celui d'un État- il convient d'ajouter qu'il s'agit d'une mesure de contrainte visant un individu ou un groupe d'individus. «On peut donc, en première approximation, dire qu'on entend par expulsion de l'étranger l'acte juridique par lequel un État contraint un individu ou un groupe d'individus ressortissant(s) d'un autre État à quitter son territoire». Le Rapport précise que «les droits des expulsés varient suivant qu'il s'agit d'une expulsion individuelle, d'une expulsion collective ou encore de l'expulsion des travailleurs migrants».

1 - Assemblée générale, 4 avril 2005, Commission du droit international, Cinquante-septième session, Genève, 2 mai-3 juin et 4 juillet-5 août 2005, Rapport préliminaire sur l'expulsion des étrangers, Présenté par M. Maurice Kamto, Rapporteur spécial

Nous nous intéresserons, dans ce Rapport, aux points relatifs à l'expulsion collective, qui correspond bien au cas des marocains expulsés d'Algérie. Dans ce sens, le Rapport établit clairement que : «Pour ce qui est des expulsions collectives, le principe qui se dégage du droit conventionnel est son interdiction, bien qu'elles soient encore pratiquées par certains États». Certes, la question qui se pose est de savoir si cette interdiction est absolue, et si l'expulsion peut être justifiée dans certaines hypothèses, lorsque par exemple «un groupe de ressortissants résidant sur son territoire portent atteinte à sa sécurité ou constituent une menace avérée pour celle-ci». Tel n'est pas le cas des marocains qui résidaient en Algérie dans le respect total des lois. Le problème se pose donc de savoir quelles sont les règles applicables aux marocains expulsés d'Algérie du point de vue du droit international de la migration.

C'est sur ce plan que la question est actuellement posée et tend à s'internationaliser. Elle a successivement été posée devant le Comité sur les travailleurs migrants et devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

I. La question des expulsés marocains d'Algérie devant le Comité sur les travailleurs migrants

Le cas des marocains expulsés d'Algérie mérite désormais d'être posé en termes de migration et des droits qui résultent pour eux de cette situation. Le statut des travailleurs migrants fait l'objet d'un régime particulier établi par la Convention adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU le 18 décembre 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Cette convention constitue le principal instrument en la matière. Selon son article 1er, la Convention s'applique à «tous les travailleurs migrants et aux membres de leur famille sans distinction aucune, notamment de sexe, de race, de couleur, de langue, de religion ou de conviction, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale, ethnique ou sociale, de nationalité, d'âge, de situation économique, de fortune, de situation matrimoniale, de naissance, ou d'autre situation». Les dispositions de la Convention couvrent «tout le processus de migration des travailleurs migrants et des membres de leur famille, qui comprend les préparatifs de la migration, le départ, le transit et toute la durée du séjour, l'activité rémunérée dans l'Etat d'emploi, ainsi que le retour dans l'Etat d'origine ou dans l'Etat de résidence habituelle».

L'article 22 de cette Convention fixe de façon plus détaillée les conditions d'expulsion des personnes concernées. Il interdit l'expulsion collective des travailleurs migrants et des membres de leur famille, prescrit l'examen de chaque cas d'expulsion et la prise d'une décision sur une base individuelle. Dans tous les cas, l'expulsion doit être prise dans le cadre de la légalité. Des garanties en faveur des expulsés sont instituées : les expulsés ont droit à l'information, à l'exposé de leurs arguments contre leur expulsion et à l'indemnisation en cas d'annulation d'une décision d'expulsion déjà exécutée.

Or, l'expulsion des marocains par l'Algérie est intervenue en violation de l'ensemble de ces règles internationales qui, bien qu'instituées en 1990, s'inspirent des principes généraux des droits de l'Homme consacrés par l'ONU bien avant 1975, date des faits dont nous discutons aujourd'hui. En effet, dans le Préambule de la Convention, les Etats parties déclarent tenir compte «des principes consacrés par les instruments de base des Nations Unies relatifs aux droits de l'Homme, en particulier la Déclaration universelle des droits de l'Homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits de l'enfant».

8 D'autre part, le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille -dit aussi Comité sur les travailleurs migrants (CMW)²-, organe indépendant composé d'experts et qui surveille l'application de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (ICRMW) par les Etats parties, s'est valablement saisi du problème des marocains expulsés d'Algérie. Il a émis récemment à ce sujet des observations finales qui mettent en cause ouvertement l'Algérie, même si cette dernière, dans sa réponse, a opposé le principe de non-rétroactivité des lois, sur la base de l'article 28 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969. Le Comité demeure convaincu que l'affaire des marocains expulsés d'Algérie n'est pas encore close. Il a expressément signifié sa position dans ses Observations finales.

Les États parties sont tenus de présenter au Comité, à intervalles réguliers, des rapports sur la mise en œuvre des droits consacrés par la Convention. Le Comité examine chaque rapport et fait part de ses préoccupations et de ses recommandations à l'État partie sous la forme d'«observations finales». Le Comité peut aussi examiner des requêtes individuelles ou des communications émanant de particuliers qui s'estiment victimes d'une violation des droits consacrés par la Convention.

Dans ce cadre, le Comité a tenu une réunion le 26 avril 2010, réservée aux ONG algériennes et internationales, ayant des informations à communiquer sur la situation des droits des migrants en Algérie. Dans ce sens, l'Association des marocains victimes d'expulsion arbitraire d'Algérie (AMVEAA), a présenté une requête, émanant de migrants marocains en Algérie, ayant pour objet de communiquer au Comité des informations relatives aux droits des migrants marocains en Algérie, qui ont été expulsés en décembre

2- Ce comité a tenu sa première session en mars 2004

1975 et dont les droits ne sont pas encore recouverts. L'occasion était l'examen, les 27 et 28 avril 2010 à Genève, par le Comité sur les travailleurs migrants (CMW), du rapport initial de l'Etat d'Algérie, Etat partie à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. L'association des marocains Victimes d'Expulsion Arbitraire d'Algérie (AMVEAA), ONG de droit marocain a ainsi fait part aux experts onusiens, de la situation des marocains ayant été expulsés d'Algérie. L'association a notamment rappelé que la violation des droits des migrants marocains déportés continue. En effet, dans le cadre de la loi de Finances de 2010, publiée dans le bulletin officiel n°78, en date du 31 décembre 2010, les autorités algériennes ont décidé d'annexer les biens immobiliers qui n'existent plus en réalité. Et partant, d'ordonner à la conservation foncière de «radier les noms des propriétaires des biens immobiliers «abandonnés» ».

C'est dans ce contexte que le Comité sur les travailleurs migrants s'est réuni pour examiner le rapport initial présenté par l'Algérie, dans sa 12ème session du 26 au 30 avril 2010. Les Observations finales du Comité, assorties de recommandations, insistent dans certains paragraphes, sur la réparation du préjudice subi par les marocains expulsés d'Algérie.

Suite aux informations qui lui ont été communiquées, le Comité, réuni à Genève lors de sa 12ème session en avril 2010, a demandé à l'Algérie de «prendre toutes les mesures nécessaires pour restituer les biens légitimes» des marocains expulsés d'Algérie en 1975.

Présentant ses observations finales sur le rapport de l'Algérie, le Comité «recommande à l'Algérie de prendre toutes les mesures nécessaires pour restituer les biens légitimes des travailleurs migrants expulsés, y compris pour ce qui est des travailleurs migrants marocains expulsés par le passé, ou pour accorder à ces travailleurs une indemnisation adéquate, conformément à l'article 15 de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille».

L'information rapportée dans un communiqué de la MAP ajoute que la question des marocains expulsés d'Algérie en 1975 avait été soulevée dans le cadre de cette session dudit Comité qui a examiné le rapport de l'Algérie sur les mesures prises par ce pays, conformément à la Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants.

Intervenant à cette occasion, la rapporteuse du Comité pour l'examen du rapport de l'Algérie, Mme Myriam Poussi Konsimbo avait en effet interpellé le représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations Unies à Genève au sujet des marocains expulsés d'Algérie. Elle avait déclaré qu'«une information a été portée à sa connaissance selon laquelle en 1975, environ 45.000 familles de marocains qui vivaient en Algérie, représentant entre 350.000 et 500.000 personnes, auraient été expulsées dans des conditions inhumaines».

Mme Myriam Poussi Konsimbo a posé à cette occasion des questions précises : « Cette information est-elle fondée et si oui, quelles sont les raisons qui ont conduit à cette situation? Cela s'est-il fait conformément à la législation en vigueur en Algérie, c'est-à-dire sur fondement juridique? Le Gouvernement algérien a-t-il pris des initiatives pour garantir une réparation aux victimes de cette situation ? ».

Dans ses observations sur le rapport de l'Algérie, le Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille s'est, par ailleurs, dit préoccupé du fait du non-respect par Alger du droit d'appel en cas d'expulsion d'un travailleur migrant irrégulier, dans les cas où le décret d'expulsion émane d'un wali.

Le Comité regrette également que l'Algérie ne lui ait pas fourni de réponse s'agissant des allégations faisant état de plusieurs cas d'expulsions collectives de migrants subsahariens, et demande à cet égard à ce pays d'enquêter sur ces allégations.

De manière générale, le Comité s'est dit préoccupé que les travailleurs migrants irréguliers en attente d'expulsion d'Algérie puissent être privés de liberté pendant des périodes prolongées et que les ordres de détention les concernant puissent, en principe, être prorogés indéfiniment. En résumé, en ce qui concerne les marocains expulsés d'Algérie en 1975, le Comité sur les travailleurs migrants appelle Alger à leur restituer leurs biens et faciliter le regroupement familial des familles qui ont été injustement séparées du fait de l'expulsion arbitraire dont ils avaient fait l'objet.

Les Observations pertinentes du Comité relatives à notre sujet concernent donc deux points essentiels : la restitution aux expulsés marocains de leurs biens et le regroupement familial.

Tout d'abord, l'Algérie ayant édicté dans l'article 42 de la loi de finances de 2010 l'expropriation définitive des biens abandonnés d'une manière générale, le Comité s'est inquiété de l'application de cette mesure aux biens des marocains expulsés d'Algérie en 1975. Cette attitude du Comité est logique, dans la mesure où les intéressés ont été contraints d'abandonner leurs biens par les autorités algériennes en violation de toutes les règles admises en la matière. Les points 24 et 25 de la recommandation émise à ce sujet par le comité stipulent :

■ Article 24 : Le Comité prend note de l'information relative à l'article 42 de la loi de finances 2010 adoptée par l'État partie qui permet l'expropriation définitive des biens abandonnés. Tout en notant l'explication de la délégation de l'État partie selon laquelle cette disposition ne s'applique pas aux expulsés travailleurs migrants, le Comité est préoccupé que l'application de cette disposition pourrait aboutir à l'expropriation de la propriété légitime des expulsés travailleurs migrants, y compris les travailleurs migrants marocains expulsés de l'État partie dans le passé.

■ Article 25 : Le Comité recommande à l'État partie de prendre toutes les mesures nécessaires pour restituer la propriété légitime des travailleurs migrants expulsés, y compris les travailleurs migrants marocains expulsés dans le passé, ou de leur fournir une compensation équitable et adéquate conformément à l'article 15 de la Convention.

A ces observations, l'Algérie a opposé le principe de non-rétroactivité des lois car elle n'a ratifié la Convention sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille qu'en 2004. Cette réponse n'a pas été prise en considération dans les Observations finales du Comité.

Ensuite, l'expulsion des marocains par l'Algérie a abouti à la séparation des familles dans des conditions inhumaines et créé une situation douloureuse qui n'est pas encore oubliée. Dans ses observations, le Comité sur les travailleurs migrants a déploré cette situation et recommande à l'État algérien de prendre les mesures nécessaires pour faciliter le regroupement des marocains expulsés avec leurs familles demeurées en Algérie, dans les termes suivants :

■ Le Comité a été informé que plusieurs anciens travailleurs migrants marocains continuent d'être séparés de leurs familles suite à leur expulsion collective dans le passé (point 34).

■ Le Comité recommande à l'État partie de prendre les mesures appropriées pour faciliter le regroupement de ces travailleurs marocains migrants avec leurs familles qui sont restées en Algérie (point 35).

A cette observation, le représentant de l'Algérie a répondu que le regroupement familial «est prévu par l'article 19 de la loi n°08-11 relative aux conditions d'entrée, de séjour et de circulation des étrangers en Algérie, que l'étranger peut bénéficier du regroupement familial selon les modalités qui seront définies par voie réglementaire». Sans préciser cependant si les marocains expulsés bénéficieront de l'application de cette loi.

2. La question des expulsés marocains d'Algérie devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU

L'affaire des marocains expulsés d'Algérie a également été posée devant le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, dans les termes du droit de la migration. C'est ainsi qu'une délégation de l'Association des marocains victimes d'expulsion arbitraire d'Algérie (AMVEAA) a pris part, à Genève, aux travaux de la 14ème session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU.

La délégation marocaine, composée du Président et du Secrétaire général de l'AMVEAA, s'est déplacée à Genève pour assister aux travaux de cette session afin de sensibiliser davantage la communauté internationale à la question des marocains victimes d'expulsion arbitraire d'Algérie. Dans une communication, l'association a exposé les souffrances des marocains victimes d'expulsion arbitraire d'Algérie en 1975 et adressé un appel aux ONG des droits de l'Homme pour soutenir les recommandations émises par le Comité international de protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

De son côté, le Gouvernement marocain s'est engagé à poursuivre ses efforts pour rendre justice aux marocains expulsés d'Algérie. Le secrétaire d'Etat marocain auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération, a affirmé, le mercredi 9 juillet, que «le gouvernement continuera à déployer tous les efforts nécessaires en vue de rendre justice, de soutenir et d'assister les marocains qui ont été expulsés d'une manière injuste d'Algérie et privés de leurs biens sans aucune considération humaine ou juridique». Cette déclaration a été faite lors de la séance hebdomadaire des questions orales à la Chambre des Représentants. Le responsable marocain a souligné que le Gouvernement œuvre à assurer une parfaite collaboration entre les parties concernées par cet important dossier de droits de l'Homme, qui revêt désormais une dimension internationale. Il a rappelé à ce propos la position claire du Comité sur les travailleurs migrants.

12

En effet, comme l'a rappelé le responsable marocain, toutes les initiatives visant à résoudre ce dossier ont été vouées à l'échec en raison de la persistance de l'Algérie dans sa position de gel, de son refus de coopérer et de sa position hostile à la légitimité et la justesse de la question de l'intégrité territoriale du Royaume. Les autorités marocaines ont évoqué ce dossier lors des rares rencontres avec la partie algérienne. D'abord en 1991 lors de la réunion de la Commission mixte maroco-algérienne chargée des biens et propriétés. Ensuite en 2003, où les deux parties avaient convenu de dresser les listes des personnes victimes d'expulsion arbitraire.

Conclusions

Comme on peut le constater, l'expulsion des marocains par l'Algérie en 1975 est un acte condamnable au niveau du droit de la migration. Les migrants expulsés ont parfaitement le droit de revendiquer et obtenir une réparation équitable du fait des préjudices subis, ainsi que le droit au regroupement familial, notamment pour les couples mixtes. A ce niveau, il convient de demeurer attentif aux suites qui seront données par l'Algérie aux observations et recommandations des organismes internationaux compétents.

L'expulsion collective de travailleurs migrants et les recours possibles devant des instances internationales

Eric DAVID

Professeur émérite de droit international à l'Université libre de Bruxelles (ULB)

1. La question des recours qui peuvent être exercés par les marocains expulsés massivement d'Algérie, le 8 décembre 1975, sera examinée, d'abord, sous l'angle du droit international applicable à cette expulsion, puis au regard des règles prévoyant des possibilités de recours devant des instances internationales.

On commencera par rappeler le droit applicable à cette expulsion car le contenu des règles en cause commande la nature des recours possibles.

1. Les expulsions collectives en droit international

15

2. Le droit international interdit les expulsions collectives ; les sources de cette interdiction sont, principalement :

■ le Pacte relatif aux droits civils et politiques de 1966 (Algérie et Maroc liés depuis, respectivement 1989 et 1979) qui interdit, en son article 13, l'expulsion non conforme à la loi et sans recours devant une «autorité compétente», quod est ici dans la mesure où ces expulsions n'étaient conformes ni au droit interne algérien ni au droit international ;

■ la Convention n° 97 de 1949 de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) sur les travailleurs migrants (Algérie liée depuis 1962, Maroc non partie) qui n'interdit pas explicitement les expulsions collectives mais qui, en son article 6, interdit toute discrimination entre travailleurs étrangers et nationaux ; les expulsions collectives de marocains d'Algérie étant manifestement discriminatoires, elles violaient donc cette convention ;

■ la Convention des NU du 18 décembre 1990 sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants (Algérie et Maroc liés respectivement depuis 2005 et 1993) qui interdit explicitement, en son article 22, § 1, les expulsions collectives ;

■ la Charte africaine des Droits de l'Homme et des peuples du 27 juin 1981 (Algérie liée depuis 1987, Maroc non partie) qui interdit, en son article 12, § 5, les expulsions collectives.

3. Deux de ces instruments sont postérieurs à 1975 ; or, selon la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités (Algérie et Maroc liés respectivement depuis 1988 et 1972) qui représente largement l'état de la coutume, un traité n'a pas de force rétroactive (art. 28), sauf si une intention contraire se dégage du traité.

La Convention de l'OIT de 1949 et le Pacte de 1966 étaient antérieurs à 1975 et l'Algérie était partie à la première avant 1975 : cela suffit pour fonder une réclamation basée sur cette convention.

4. En outre, les circonstances dans lesquelles ces expulsions ont eu lieu violent d'autres règles de droit international qui pourraient également fonder un recours devant une juridiction. Ces expulsions ont, en effet, porté atteinte à plusieurs droits fondamentaux des personnes marocaines expulsées, notamment, les droits au juge, au respect de la vie privée et au respect de la propriété privée.

Le droit au juge et au respect de la vie privée sont énoncés aux art. 8, 10 et 12 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (DUDH), 14, § 1, et 17 du Pacte de 1966, 7, § 1, de la Charte africaine de 1981.

16

Le droit au respect de la propriété privée figure aux art. 17 la DUDH et 14 de la Charte africaine.

Si le Pacte de 1966 et la Charte africaine n'ont lié l'Algérie que postérieurement à ces expulsions, la DUDH, en tant qu'expression du droit international coutumier³, liait l'Algérie dès son indépendance.

La DUDH peut, donc, à elle seule, fonder des recours devant des instances internationales (infra §§ 6 ss.).

5. En outre, si des recours étaient introduits aujourd'hui, en Algérie, et si ces recours ne permettaient pas de réparer le dommage causé aux victimes de l'expulsion, il s'agirait d'un déni de justice permettant aux intéressés de montrer que 28 ans après les faits, ils restent victimes de violations non seulement des droits au juge, au respect de la vie privée et au respect de la propriété privée, mais aussi de leur droit à une réparation adéquate énoncé en 2005 par l'AGNU dans les Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'Homme et de violations graves du droit international humanitaire⁴. Ces principes et directives, adoptés par consensus,

3- Sur ce point, DAVID, E., *Droit des organisations internationales*, Pr. univ. de Bruxelles, 2012/3, § 3.2.43.

4- A/RES/60/147, 16 déc. 2005, Annexe, spéc., points VIII et IX ; pour un commentaire de cette résolution, d'ARGENT, P., « Le droit de la responsabilité internationale complété ? Examen des Principes fondamentaux et directives concernant le droit à un recours et à réparation des victimes de violations flagrantes du droit international des droits de l'homme et de violations graves du droit international humanitaire », AFDI, 2005, pp. 27-55.

« n'entraînent pas de nouvelles obligations en droit international ou interne, mais définissent des mécanismes, modalités, procédures et méthodes pour l'exécution d'obligations qui existent déjà en vertu du droit international des droits de l'Homme et du droit international humanitaire ». ⁵(Nous soulignons)

Autrement dit, même si plusieurs représentants des Etats à la 3^{ème} Commission de l'AGNU ont dit que ce texte n'était pas «juridiquement contraignant»⁶, il reste qu'assurer le droit à un recours et à des réparations est une obligation existante ainsi que l'ont souligné, implicitement, des Etats pour lesquels ce texte

- établissait « une liste précise des obligations des acteurs concernés »⁷;
- permettait aux Etats « d'identifier les mécanismes pouvant faciliter la mise en œuvre de leurs obligations actuelles »⁸ ;
- prévoyait les modalités « de mise en œuvre des obligations juridiques internationales applicables à chaque Etat »⁹.

Il s'agit donc bien d'un texte à caractère normatif. Pour un auteur, « sa portée normative ne peut résider que dans l'éventuel caractère déclaratif de droit coutumier de certaines de ses dispositions »¹⁰

Telle est certainement « l'obligation » des Etats « d'offrir aux victimes des recours utiles, y compris la réparation »¹¹.

6. Le non-respect des droits et obligations précités étant actuel, la règle de non-rétroactivité ne ferait pas obstacle à des recours fondés sur leur violation.

2. Instances qui peuvent être saisies

7. Dans la mesure où l'expulsion des marocains d'Algérie violait diverses normes fondamentales de droit international, les instances internationales qui ont la charge d'en contrôler le respect, peuvent être saisies, soit par des Etats (a.), soit par des particuliers – personnes physiques et associations de défense des droits humains (b.).

a. Requête étatique

8. Au plan universel, des recours peuvent être exercés par des Etats devant des organes politiques et juridictionnels.

5- A/RES/60/147, 16 déc. 2005, préambule, 7e al.

6- Chili, E.-U., Nouvelle-Zélande, R.-U., doc. ONU A/C.3/60/SR.39, §§ 5, 14, 16 et 19.

7- France, *ibid.*, § 11.

8- Uruguay, *ibid.*, § 12.

9 -E.-U., § 14.

10- d'ARGENT, *loc. cit.*, p. 36.

11- A/RES/60/147, 16 déc. 2005, § 3, d

9. Les organes politiques qui pourraient être saisis d'une réclamation par le Maroc ou par tout autre Etat qui se sent concerné par ce drame sont l'Assemblée générale des Nations Unies (Charte, art. 35) ou le Conseil des Droits de l'Homme qui est un organe subsidiaire de l'AGNU¹². Les règles de saisine de l'AG devraient, donc, s'y appliquer (Règlement intérieur de l'AG, art. 13, e). Le Professeur Harsi vient de rappeler que la question de l'expulsion des marocains d'Algérie y a été évoquée lors de la 14^{ème} session du Conseil (supra p. 16).

10. L'expulsion des marocains d'Algérie pourrait aussi être soumise à diverses instances juridictionnelles, mais dans le respect des conditions prévues pour leur saisine, ce qui ne facilite pas la mise en mouvement de ces mécanismes :

■ L'arbitrage : deux Etats peuvent soumettre à une procédure d'arbitrage le différend qui les oppose à condition qu'ils s'entendent sur le principe du recours à cette procédure et sur ses modalités de mise en œuvre¹³ ; il y a peu de chances, dans l'état actuel de leurs relations, que Maroc et Algérie s'entendent pour soumettre l'expulsion des marocains d'Algérie à l'arbitrage ;

18

■ La Cour internationale de Justice (CIJ) saisie par voie contentieuse : la CIJ peut être saisie par un Etat d'une requête contre un autre Etat moyennant reconnaissance de sa compétence par convention bilatérale ou par des déclarations unilatérales concordantes des parties au différend (Statut CIJ, art. 36), ce qui, à ce jour, n'est le cas ni du Maroc ni de l'Algérie ; seuls 69 Etats sur les 193 Etats membres des NU ont reconnu la compétence de la Cour par déclaration unilatérale ; la saisine de la CIJ exigerait donc que le Maroc et l'Algérie concluent un compromis aux fins de soumettre l'affaire de l'expulsion des marocains d'Algérie à la CIJ (Statut CIJ, art. 36, § 1) ; il n'y a guère de chance aussi pour que les deux Etats s'accordent sur ce point ;

■ La CIJ saisie par voie consultative : la CIJ peut être saisie, par un organe principal des NU (AGNU, Conseil de sécurité ou CES) ou par une institution spécialisée, d'une demande d'avis consultatif (Charte, art. 96) sur la légalité de ces expulsions ; c'est une procédure de ce type qui, en 1975, avait conduit la Cour à reconnaître l'application du droit à l'autodétermination au peuple du Sahara Occidental¹⁴ ; saisir la Cour de cette manière exige un sérieux lobbying auprès des membres de l'ONU pour réunir une majorité permettant à l'organe saisi de demander à la Cour son avis sur la question ; il s'agirait d'un long travail politique à mener par le Maroc, mais ce n'est ni inimaginable, ni impossible ;

12- SALMON, J. et DAVID, E., Droit international public, Pr. univ. de Bruxelles, 2012/3, § 11.5.8.

13- Sur ce point, *ibid.*, § 15.2.7.

14- Avis cons. du 16 oct. 1975, CIJ, Rec. 1975, pp. 12 ss.

■ Le Comité des Droits de l'Homme moyennant reconnaissance de sa compétence par l'Etat requérant (Pacte de 1966, art. 41) : l'Algérie a reconnu la compétence du Comité depuis le 12 septembre 1989, mais non le Maroc même s'il est lié par le Pacte depuis 1979 ; il ne pourrait donc saisir le Comité qu'après avoir reconnu sa compétence.

11. Au plan régional, la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples pourrait être saisie par le Maroc s'il était partie au Protocole de 1998 établissant cette Cour (Protocole, art. 5, § 1, d), mais, contrairement à l'Algérie, il ne l'est pas ; donc, aucune possibilité de ce côté-là pour l'instant.

Il serait, néanmoins, possible que cette Cour soit saisie d'une demande d'avis consultatif par un organe de l'Union Africaine (Protocole, art. 4, § 1). Comme pour la procédure homonyme aux NU, il faudrait que le Maroc fasse du lobbying auprès des pays africains membres de l'UA pour qu'un organe de l'UA interrogeant la Cour africaine des droits de l'Homme, mais le climat politique de l'UA n'est pas favorable au Maroc vu que celui-ci s'est retiré de l'organisation depuis que la République arabe sahraouie démocratique en est devenue membre¹⁵.

b. Requête non étatique (particuliers, associations ou ONG)

12. Trois possibilités se présentent :

■ Une organisation marocaine de travailleurs pourrait déposer une plainte auprès du Bureau International du Travail (B.I.T.) (Constitution de l'OIT, art. 24-25) pour non-respect de la Convention n° 97 de l'OIT sur les travailleurs migrants ; la plainte serait déposée auprès du Conseil d'Administration du B.I.T. qui la transmettrait à la partie concernée – l'Algérie ; si l'Etat mis en cause ne répondait pas ou si la réponse était qualifiée de non-satisfaisante par le Conseil d'Administration, celui-ci pourrait publier la plainte et la réponse du Gouvernement, une forme de publicité aux manquements des Etats en matière de travail, ce qu'ils n'apprécient guère et peut les pousser à cesser la violation en cause ;

■ Les victimes pourraient adresser une communication au Conseil des Droits de l'Homme sur la base de la résolution 1503 du Conseil économique et social des NU¹⁶ ; comme on le sait, le Conseil des Droits de l'Homme s'est substitué à l'ancienne Commission des droits de l'homme¹⁷ ; la communication serait transmise à la Sous-commission qui ferait rapport au Conseil ; son rapport pourrait conduire le Conseil à établir une commission d'établissement des faits, mais à condition que l'Etat concerné – ici, l'Algérie – marque son accord et que les voies de recours interne aient été épuisées¹⁸ ;

15- Sur ce point, DAVID, E., *Droit des organisations internationales*, op. cit., § 2.1.13

16- SALMON, J. et DAVID, E., *Droit international public*, op. cit., § 12.1.14.

17- *Ibid.*, §§ 11.5.8 et 12.1.6.

18- E/RES/1503, 27 mai 1970, § 6, b

■ Les particuliers et les ONG ayant un statut d'observateur auprès de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples pourraient saisir la Cour africaine des Droits de l'Homme et des peuples (Protocole de 1998, art. 5, § 3) mais à condition que l'Etat mis en cause ait reconnu la compétence de la Cour pour de telles requêtes (ibid., art. 34, § 6) ; en mai 2011, seuls 5 Etats avaient fait cette reconnaissance, et l'Algérie n'en faisait pas partie¹⁹.

13. Des recours internationaux contre l'Algérie en raison de l'expulsion massive des marocains vivant en 1975 dans ce pays existent mais leur mise en œuvre est peu encourageante. Au plan interétatique, les recours juridictionnels (arbitrage et CIJ) restent hypothétiques car ils requièrent un accord de que l'Algérie ne donnerait sans doute pas, à moins que les relations des deux pays s'améliorent, par ex., si le Maroc acceptait de se retirer du Sahara occidental, ce qui est encore plus improbable ...

14. Le Maroc pourrait tenter de trouver une majorité suffisante à l'AGNU ou à l'UA pour demander un avis consultatif à la Cour Internationale de Justice ou à la Cour africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, mais outre les difficultés politiques auxquelles se heurterait une telle procédure, il ne faut pas se leurrer sur les effets de ces avis. D'une part, un avis affirmant qu'il y a bien eu violation des droits et des libertés fondamentaux de la population marocaine expulsée ne serait que la répétition de ce que l'on sait déjà. D'autre part, il n'est pas certain que cela conduise à modifier radicalement la situation des marocains expulsés ; après tout, l'avis consultatif de la CIJ rendu en 1975 sur le Sahara occidental n'a pas plus conduit le Maroc à revoir sa politique à l'égard du peuple de ce territoire que l'avis consultatif rendu par la CIJ en 2004 sur le mur israélien en Palestine n'a conduit Israël à démanteler ce mur²⁰.

Pourtant, si un avis consultatif n'est pas formellement obligatoire, il l'est substantiellement car «la Cour dit le droit»²¹. Le Professeur Harsi a rappelé l'importance d'une qualification juridique émanant d'un organe compétent lorsqu'il a mentionné les conclusions du rapporteur spécial de la Commission du Droit international (supra, p. 10). Or, dire le droit, c'est énoncer une vérité juridique et, même si cela reste purement verbal, c'est un progrès car «le bonheur repose sur la vérité» (Chamfort).

15. L'accès à cette vérité ne dépend pas seulement d'une prise en charge par le Maroc des réclamations de ses ressortissants; les victimes peuvent aussi activer certaines des procédures citées ci-dessus (procédure de plaintes au B.I.T., procédure 1503), mais sans oublier que pour la procédure 1503, les victimes doivent d'abord épuiser les voies de recours internes en Algérie en invoquant la violation de leurs droits fondamentaux dont ils ont été victimes en 1975 et la violation des droits dont ils seraient victimes aujourd'hui si les tribunaux algériens ne leur rendaient pas justice.

19- <http://www.african-court.org/fr/index.php/about-the-court/jurisdiction-2/basic-facts> consulté le 21 juillet 201.

20- Avis cons. du 9 juillet 2004, CIJ, Rec. 2004, pp. 136 ss.

21- DAVID, E., *Droit des organisations internationales*, op. cit., § 1.2.10 et réf

Les marocains d'Algérie : de la mémoire à l'histoire (1956-1976)

Marion CAILBAULT,

Etudiante Mémoire de Master, sous la direction de Pierre Vermeren, Professeur des Universités, Paris I Panthéon-Sorbonne

« Même au plus vif d'une polémique, il (l'historien) ne peut que demeurer un historien, c'est-à-dire un traître face à tous les dogmes théologiques, idéologiques (...). L'historien est un praticien de la vérité »

Pierre Vidal-Naquet, 1991, Les Juifs, la mémoire et le présent, La Découverte

Le but de ce travail est de restituer la mémoire des marocains d'Algérie et de parvenir à l'insérer dans la 'grande' Histoire des relations algéro-marocaines, et plus généralement, dans l'histoire coloniale et postcoloniale, entre la France, le Maroc et l'Algérie. Il s'appuie sur l'étude des archives françaises, qu'elles soient militaires ou diplomatiques, ainsi que sur des archives internationales tels que les documents de la Croix-Rouge et ceux du Haut Comité aux Réfugiés, disponibles à Genève. On regrette la fermeture des archives publiques marocaines ou algériennes concernant cette période de l'histoire.

Je travaille depuis deux ans sur la communauté marocaine d'Algérie, de l'indépendance marocaine (1956) à la seconde guerre au Sahara entre le Maroc et l'Algérie (1976). La question des frontières maroco-algériennes est une des premières grandes bornes de l'étude. Les publications à ce sujet sont nombreuses et révèlent toutes l'imprécision des tracés à l'arrivée des Français en Algérie²² (1830). Les autorités françaises se sont bien gardées de toutes délimitations nettes, qui entraveraient l'expansion territoriale algérienne vers l'Ouest²³. Loin d'apaiser les tensions, l'instauration du Protectorat sur le Maroc (1912) aiguise les appétits franco-français. Nous assistons alors à une insidieuse «guerre des képis», dans laquelle le contentieux frontalier s'enlise et perdure jusqu'à l'indépendance du Maroc en 1956.

C'est sur cette fâcheuse question que les Etats marocain et algérien, nouvellement indépendants, s'affrontent par deux fois, en 1963 et 1976. Ces épisodes militaires ont des répercussions immédiates sur les populations frontalières ainsi que sur les communautés marocaines en Algérie et algériennes au Maroc.

22- Se reporter à la bibliographie du mémoire.

23- Se reporter à la seconde partie du mémoire sur le contentieux frontalier.

Notre intérêt se porte alors très précisément sur la migration des populations marocaines, du Maroc vers l'Algérie, à leur installation en Oranie principalement, et aux expulsions successives qui les touchent tout au long de notre période de recherche. Expulsions par les autorités françaises d'abord, en raison de leur soutien au FLN, puis par les instances algériennes elles-mêmes, à la suite de la Guerre des Sables entre les deux États en octobre 1963 et décembre 1975.

Mon principal sujet de recherche concerne l'expulsion des marocains d'Algérie en décembre 1975.

En un mois -et juste après la Marche verte-, le pouvoir algérien reconduit à la frontière marocaine entre 30 et 40.000 ressortissants marocains²⁴ qui vivaient en Algérie, parfois depuis plusieurs générations.

Cet épisode a longtemps été tabou dans l'un et dans l'autre pays, pour de multiples raisons. Depuis les années 2000, et la création d'une association de défense des marocains d'Algérie²⁵, la presse et, (dans une certaine mesure) le pouvoir marocain revient sur cet événement douloureux et traumatique. Il m'a paru nécessaire d'étudier la mémoire des groupes d'expulsés et de relier cette «petite» histoire à la grande. On éclaire ainsi un pan de l'histoire des relations algéro-marocaines, toujours problématiques²⁶.

24

Pourtant, de l'avis même des acteurs politiques locaux, Maroc et Algérie sont la clé du Maghreb uni : c'est d'ailleurs la position de Mehdi Bennouna lorsqu'il affirme nettement que «la question saharienne est le verrou ou la clef d'un Maghreb fédéré»²⁷. Les deux pays ont en commun la langue arabe, l'Islam²⁸ et l'existence d'une forte minorité berbérophone, ainsi que l'héritage des combats contre un même adversaire, la France coloniale. Tout les destinait à devenir le couple moteur de l'Union du Maghreb Arabe (UMA) dont le sommet constitutif a eu lieu le 17 février 1989 à Marrakech. Mais, 22 ans plus tard, le processus est au point mort, et cela est imputable aux deux puissances du Maghreb : le conflit saharien -de par le soutien algérien au Front Polisario- bloque toujours les négociations algéro-marocaines.

Notre travail, en tant qu'historiens, journalistes, sociologues, personnalités politiques ou simples citoyens reste toujours d'insister sur l'importance de l'ouverture des archives officielles d'État. Elle permet, en Algérie, au Maroc et partout dans le monde, une première réflexion critique des sources. Un long travail d'analyse et de débat s'engage alors, pour accéder, selon l'heureuse expression de Paul Ricoeur, à une juste mémoire.

24- Du fait de la fermeture des archives officielles algériennes et marocaines, le nombre exact d'expulsés est sujet à de nombreuses polémiques.

25- Association de Défense des Marocains Expulsés d'Algérie (ADMEA) créée en 2005 à Nador (Maroc). C'est principalement avec cette association que j'ai travaillé sur ce mémoire. Qu'ils en soient ici remerciés.

26- La frontière maroco-algérienne a connu des cycles de fermeture/ouverture importants. En 38 ans, on compte plus de 20 ans de fermetures : 1963 ; de 1975 à 1988 et de 1994 à nos jours. Se référer à Jean François Troin (dir), Maroc Régions, pays, territoires, Maisonneuve Larose, Paris, 2002.

27- Mehdi BENNOUNA, 2002, Héros sans gloire, Echec d'une Révolution 1963-1973, Paris Méditerranée et Tarik éditions, Casablanca, 374p.

28- Il s'agit d'un islam malékite et confrérique.

Buts et actions de l'ADMEA

EI Houssine BOUASRIA

Vice-Président de l'Association de Défense des marocains Expulsés d'Algérie (ADMEA)

L'association a été créée le 23 juillet 2005 à Nador par Monsieur Elherouachi Mohamed qui en est devenu son Président. Il fut la première personne à prendre l'initiative de créer une Association de défense des marocains d'Algérie pour défendre leurs intérêts. Les premières actions de l'association visaient à médiatiser (journaux, télévisions, radios...) et à informer les marocains vivant sur le territoire nationale du drame des marocains expulsés d'Algérie en 1975.

Le documentaire «Grand Angle» de la deuxième chaîne télévisée marocaine (2M), a permis de faire connaître cet événement à une large frange de la population, par son numéro «Soudain l'Exode». A la suite de la conscientisation et du soutien apportés par les citoyens à l'association, celle-ci fit le choix d'élargir son champ d'action en interpellant les responsables politiques de ce drame et en sensibilisant des acteurs internationaux. Ainsi :

- Une missive fut adressée à Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la République Algérienne, le 1er novembre 2006, lui demandant de reconnaître et de remédier au problème des marocains expulsés d'Algérie ;
- Un courrier fut expédié au Secrétaire Général des Nations Unies en date du 7 mars 2007, lui expliquant le drame et le sollicitant pour ouvrir une enquête pour crime contre l'humanité ;
- Des settings ont été organisés devant l'ambassade d'Algérie à Rabat les 18 décembre 2008 et 18 décembre 2009 ;
- Des manifestations ont été organisées devant le Consulat d'Algérie à Oujda en 2007 et 2010.

Parallèlement, des actions d'informations sous forme de séminaires ont été organisées dans plusieurs villes du Maroc (Nador, Oujda, Casablanca, Rabat...). Ces rassemblements ont permis de réunir des citoyens en attente d'informations et de nombreuses victimes. Les liens créés et le soutien moral ont généré la création de plus de 24 antennes de l'Association un peu partout sur le territoire marocain ainsi qu'à l'étranger dont la France et l'Espagne.

Finalités de l'ADMEA

L'ADMEA se dissoudra et n'aura plus de fonction d'être le jour où elle obtiendra :

- La reconnaissance par l'Etat algérien de sa responsabilité dans la souffrance vécue par les marocains expulsés en 1975 par le Gouvernement de l'époque ;
- La présentation officielle d'excuses aux autorités marocaines et aux marocains déportés d'Algérie ;
- Une indemnisation matérielle et morale aux bénéficiaires des expulsés ou leurs ayants-droits du préjudice subi ;
- L'ouverture des frontières entre le Maroc et l'Algérie afin que les familles séparées puissent être réunies.

1975, l'histoire contrariée : Il était une fois la Déportation des marocains d'Algérie...

Mohammed CHERFAOUI

Ingénieur et Président d'ADMEA Europe

I. Contexte historique de la présence des marocains en Algérie

La circulation des Maghrébins est une tradition millénaire et de nombreux facteurs ont facilité l'intégration et la vie commune (rôle de la religion, l'histoire, les langues, la colonisation).

Dans son étude sur l'évolution du travail en Algérie au XIXème siècle, Tayeb Chentouf cite la présence des artisans et paysans marocains, en Algérie, dès les années 1800.

Dans les années 1920-1930, se produit une forte immigration des régions orientales et du Rif vers l'ouest algérien.

Le 1er novembre 1954, la guerre de libération de l'Algérie sous l'égide du Front de Libération National (FLN) est déclarée et la communauté marocaine y participera tant au niveau de l'armement que du financement et en capital humain (plus de 10.000 maquisards d'origine marocaine enregistrés en région oranaise).

Les marocains mirent à profit leur expérience de la guérilla acquise dans le Rif, lors de la guerre avec l'Espagne (1920). Par ailleurs, au sein du FLN, on dénombre de nombreux dirigeants marocains installés en Algérie. Ces différentes implications de la communauté marocaine lui confèrent le droit à revendiquer sa part sur l'héritage de la révolution algérienne.

Il n'est donc pas indécent de proposer d'introduire, dans les manuels scolaires, les sacrifices de la communauté marocaine, voire même d'ériger un monument ou de consacrer un musée à leur mémoire.

Le 5 juillet 1962 est un jour mémorable et une harmonie entre les communautés marocaine et algérienne quand un décret va considérer que toutes les personnes d'obédience musulmane disposent des mêmes droits. Cependant, cet événement est considéré comme anodin parmi les marocains et une minorité d'entre eux va ressentir le besoin d'adopter la nationalité algérienne.

Une grande majorité va cependant conserver ses papiers marocains et être reconnaissable sous le statut «SNP» (Sans Nom Patronymique).

En 1963, la guerre se déclenche entre le Maroc et l'Algérie et va ruiner les relations tissées pendant des décennies.

En Algérie, la méfiance et la défiance envers la communauté marocaine croissent et la fragilise face au pouvoir naissant du gouvernement algérien d'Ahmed Ben Bella. La même année déjà, des marocains vont être expulsés.

2. Contexte des expulsions de 1975

Le 6 novembre 1975, le Maroc organise la Marche Verte. En Algérie, on ne parle plus que du Polisario. La tension est palpable et les marocains vivant en Algérie sont mis à l'index.

Le 14 novembre 1975, l'accord tripartite conclu entre le Maroc, l'Espagne et la Mauritanie, rend furieux le gouvernement algérien qui, le 8 décembre 1975, décide de déporter manu-militari les marocains d'Algérie. Cette marche noire et la déportation se mettent en place, avec le concours de l'armée, de la police, de la gendarmerie, des douaniers, et la réquisition des compagnies d'autocars. Au niveau politique ce sont le Président de la République Houari Boumediene, Abdelaziz Bouteflika, le ministre des affaires étrangères, Kasdi Marbah, le patron des renseignements militaires, Larbi Belkheir, le dirigeant du FLN, Mohamed Chérif Messaadia, le coordinateur du FLN, Chadli Benjdid, le commandant de la région militaire Ouest-oranais... qui sont à la tête de l'état lors de ces expulsions.

30

La tragédie de décembre 1975 : Histoire d'une déportation cachée

La déportation, décidée en plein Aïd-el-Kebir est exécutée sans préavis. Les familles furent prises dans leur foyer, conduites dans des commissariats, transportées puis relâchées à la frontière (en 8 à 48h). Le nombre de familles rassemblées et déportées est estimé à 45.000.

Ces expulsions s'accompagnent de maltraitements, de vol, de confiscation de biens et de documents administratifs (titre de séjours, actes de propriété ...)

Les habitants d'Oujda font un accueil chaleureux et exemplaire aux expulsés. Les marocains expulsés vivront, de quelques semaines à de nombreuses années, sous des tentes à Oujda. La ville ne pouvant tous les contenir, ils seront déplacés vers d'autres régions du pays. Ils connaîtront les conditions difficiles de la vie dans un camp, l'exclusion, les quolibets tels que «immigrés», «expulsés», «refoulés»...

Seul le Croissant Rouge s'intéressera à eux en tant que réfugiés !

Analyse : Le mystère de cet événement

L'origine de l'expulsion massive est à chercher dans les faits historiques. En 1975, les événements majeurs déclencheurs de la déportation des 45.000 familles marocaines, sont la Marche Verte et surtout l'accord tripartite, sans oublier l'impact de la guerre des sables de 1963 et le nationalisme exacerbé des dirigeants de l'époque. Cela pose toute la question de la protection des civils lorsque deux Etats sont en conflit.

La «marocphobie» des dirigeants d'Algérie en 1975 était-elle une forme d'idéologie ou une conséquence logique du nationalisme exacerbé ou tout simplement une autre forme d'expression du pouvoir totalitaire? Les historiens pourront répondre à ces interrogations. Notons par ailleurs qu'en mars 1975 démarre la guerre civile au Liban et que le monde arabe est préoccupé par ces événements au Moyen-Orient.

Les principales caractéristiques de cette déportation peuvent être résumées comme suit :

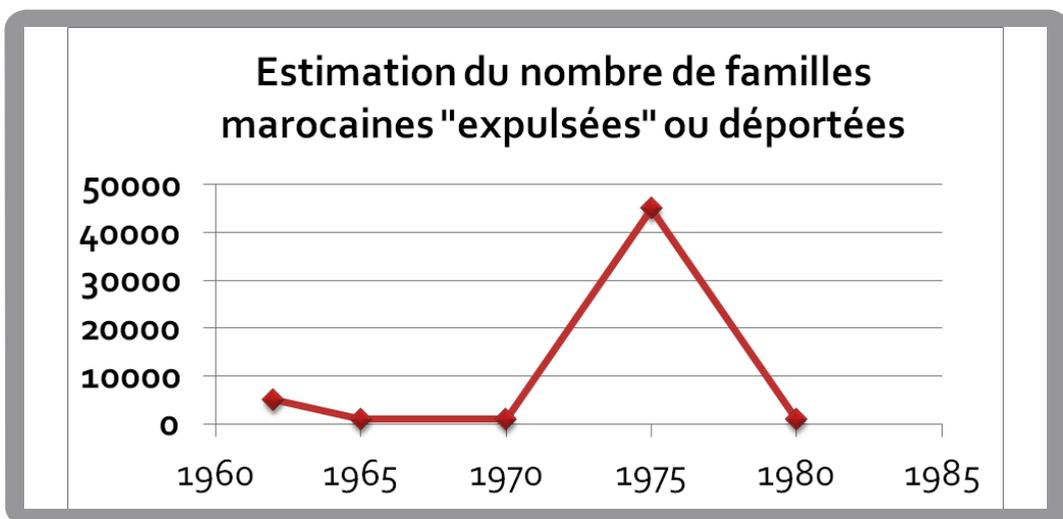
- Exécution rapide de la déportation ;
- Confiscation de tous les biens des marocains expulsés ;
- Confiscation des papiers administratifs ;
- Séparation des couples mixtes algéro-marocains ;
- Isolation des marocains des avocats et des ONG ;
- Encadrement des déportations par l'armée et la police ;
- Interdiction de la vente des biens des marocains ;
- Déportation de tous les membres de la famille ayant la nationalité marocaine ;
- Déportation massive dans un laps de temps très court ;
- Contrôle des médias pour ne pas informer le peuple algérien.

3. Une communauté s'organise 30 ans après

Pour les marocains d'Algérie, qui ont tout perdu lors des événements de 1975, la mémoire écrite de ce moment d'Histoire est ce qui leur reste aujourd'hui.

L'Histoire peut donc être un enjeu et le moyen de savoir ce qui s'est réellement passé en 1975.

Aujourd'hui l'Algérie abrite 80.000 marocains, alors qu'on en comptait 430.000 qui y vivaient jusqu'en 1975.



En 2005, trente ans après, les marocains d'Algérie s'organisent au sein d'associations au Maroc, en France, en Belgique, en Espagne...

32

Les principales revendications des associations sont les suivantes :

1. Reconnaissance officielle par les autorités algériennes de la déportation de 1975 ;
2. Restitution de tous les biens confisqués par l'État algérien ;
3. Compensation morale et matérielle pour les préjudices subis ;
4. L'intégration dans l'Histoire algérienne du rôle joué par la communauté marocaine dans l'indépendance de l'Algérie ;
5. Création d'une structure (type CORCAS) par l'Etat marocain afin de prendre en compte leur situation particulière.

Les interrogations ?

L'histoire des marocains d'Algérie soulève de nombreuses questions :

1. Le dossier des marocains d'Algérie a été classé avant d'être instruit. Pourquoi ?
2. Les rancœurs tenaces sont enfouies au lieu d'être dissipées. Que faire ?
3. Face à l'oubli, la mémoire est à réveiller pour essayer de comprendre. Comment ?
4. La réintégration de cette communauté au sein du Maroc a-t-elle été réussie ?

Pour reconstruire l'avenir il faudrait assurer :

1. Le droit à l'Histoire et à la mémoire : l'analyse de l'histoire contrariée entre l'Algérie et le Maroc et de son appropriation.

2. L'ouverture de la frontière pour assurer la libre circulation des hommes, des idées et des produits est fondamentale à toute perspective d'évolution positive de réconciliation ;
3. Créer les éléments de confiance par la mise en place de lois et de Conventions qui garantissent les droits des citoyens ;
4. Le gouvernement marocain, ses décideurs politiques, institutionnels et la société civile doivent partager ce fardeau de l'histoire avec les victimes car il est trop lourd pour leurs seules épaules. C'est un devoir de solidarité que de les accompagner dans leurs démarches et leur assurer soutien politique, social, moral et logistique !
5. Il appartient aux dirigeants algériens d'assumer aujourd'hui cette partie intégrante de leur histoire. Il serait tout à l'honneur du gouvernement algérien d'aller à la rencontre des familles qui ont été les victimes de la CHOUHA 75, un acte politique irrespectueux de l'humain et de sa dignité ;
6. Créer des cercles de réflexions en Algérie et au Maroc et lancer des études universitaires sur les facteurs favorisant le rapprochement et sur les raisons du conflit entre l'Algérie et le Maroc depuis les indépendances.

4. Conclusions

La solution à long terme est la réconciliation pérenne, garante de la paix, de la coopération et de la stabilité pour les peuples et les Etats du Maghreb.

A ce titre je cite Laroui : « Pour que le Maghrébin se réconcilie avec son temps et son terroir, il faut d'abord qu'il se réconcilie avec lui-même et surtout avec son frère, et le seul gouvernement légitime et d'avenir est celui qui y travaillera de toute son énergie et avec l'autorité qu'il se sera, par cette visée même, acquise».

J'ai intitulé cette présentation «l'Histoire contrariée» et je conclus ainsi :

Cette histoire est en voie d'être prise en compte ne serait-ce que par ce colloque qui donne une nouvelle impulsion au processus irréversible engagé depuis 2005 et doit mener à «la vérité connue et reconnue par tous».

Conclusions

Fatiha SAIDI

Sénatrice

Avant toute chose permettez-moi de vous remercier toutes et tous pour votre présence en cette matinée, pour nous permettre d'ouvrir une discussion sur un sujet sensible qui fait partie de l'histoire de milliers de personnes. Je remercie aussi mes collègues Marie Arena et Hassan Bousetta qui ont accepté de prendre une part active à ce colloque et bien évidemment, je ne puis oublier mes assistants Wilfrid Tastet et Dominique Durieu qui furent les chevilles-ouvrières de cette manifestation.

Les faits que nous allons examiner aujourd'hui sont un fragment d'histoire qui s'inscrit en 1975, date à laquelle l'Algérie expulse femmes, hommes, enfants, vieillards, personnes handicapées -ironie du sort, parfois rescapées de la guerre d'Algérie à laquelle elles ont pris part.

Combien étaient-elles? Des milliers certes mais les chiffres restent occultés : 20.000? 45.000? 80.000? 300.000? Plus? Moins? Peu importe au demeurant. Peu importe, car la tragédie n'est pas statistique, son amplitude n'est pas chiffrable. La douleur se mesure à l'aune de l'atrocité des exactions commises sur les personnes, à l'atteinte à la dignité humaine, à la violation des droits fondamentaux. Et c'est bien dans ce cas de figure que nous plonge 1975. Si la douleur était incommensurable, elle était d'autant plus vive que l'exaction était commise par un pays voisin, un pays frère.

Lorsque j'ai été approchée par l'association des marocains expulsés d'Algérie (ADMEA), en 2007, pour soutenir leur cause, j'ai longuement réfléchi. Et puis, j'ai accepté de les soutenir dans leur démarche car elle me paraissait noble, légitime et surtout dénuée de tout esprit revancharde. En effet, le plus bel acte que peut poser l'être humain c'est de convertir ses difficultés, ses douleurs, ses souffrances en une stratégie collective fondée sur l'intérêt du plus grand nombre. C'est ce ressort qui m'attirait tout particulièrement dans les missions que s'assigne l'ADMEA. Mais ce n'est pas là le seul facteur car, pour nombre de personnes qui étaient jeunes à l'époque des faits ou qui ont vécu cet épisode en différé, car pris dans une autre histoire d'immigration, ces associations leur permettent un véritable exercice de mémoire, une manière de se réapproprier, sans nostalgie et sans haine, un moment de leur histoire. Et c'est là que l'exercice devient passionnant : tenter de comprendre, analyser avec le recul, écouter les témoignages, recouper les faits... , en un mot, reconstituer les morceaux d'une partie de l'histoire trop vite oubliée voire occultée et certainement tournée sans être lue.

Un bel exercice politique aussi, qui nous a amenés à rédiger et à déposer, ici au Sénat, une proposition de résolution. Merci à mes collègues Marie et Hassan, ici présents, et aussi à Fabienne Winckel et Philippe Mahoux qui l'ont soutenue par leur signature.

Avec cette proposition de résolution, nous avons exprimé notre souhait de savoir comment des familles entières, dépossédées de leurs biens, déchiquetées du jour au lendemain dans leur tissu familial, social, relationnel ont été reçues dans leur pays d'origine.

Nous voulons savoir combien elles étaient. Ce qu'elles sont devenues? Ont-elles terminé leur trajectoire forcée au Maroc? L'ont-elles prolongée dans un parcours migratoire? Nous voulons savoir quels ont été les effets, à court, moyen et long terme sur leurs relations affectives. Que sont devenues ces personnes brisées dans leur quotidien? Que sont devenues ces familles séparées? Comment ont-elles assumé leur subsistance lorsqu'elles se sont vues privées de toute ressource matérielle et financière? Que sont devenus ces enfants dont on a brutalement sectionné la scolarité?

On pourrait encore et encore continuer à égrener les questions mais c'est inutile car elles sont connues mais ce sont les réponses qui tardent.

36

A un moment, devant les affirmations d'aucuns qui tendaient à minimiser les faits de 1975, j'ai été en proie au doute sur le caractère massif de ces expulsions. Alors, avec mon ami Mohammed Cherfaoui, nous nous sommes rendus à Genève où nous avons rencontré le coordinateur des secours de la Croix-Rouge, en 1975. Monsieur Tissot nous a fait part de son témoignage et nous a indiqué combien ces expulsions avaient eu lieu en nombre. De même, les documents que nous avons pu consulter au siège de la Fédération de la Croix-Rouge de Genève nous indiquaient les quantités de vivre, de tentes, de couvertures distribués à partir de décembre 75. Difficile de croire que des milliers de tonnes de lait, des centaines de milliers de couvertures et de tentes étaient destinés à un groupuscule de personnes. Ces informations glanées à Genève ont stimulé mon envie d'aller plus loin dans les recherches et sont aussi à l'origine de la volonté de mettre sur pied ce colloque.

De ce colloque, nous retiendrons que les expulsions de 1975 doivent être placées dans un contexte des droits humains. Le professeur Harsi nous a éclairé, en regard du droit des migrants, suivi par le professeur David qui a également fait état des différents instruments légaux qui permettent de qualifier d'illégales ces expulsions. L'Algérie a expulsé les ressortissants marocains, en violation des instruments légaux qu'elle a parfois signés et ratifiés.

Madame Marion Cailbaut, à qui nous souhaitons les pleins succès dans la poursuite de ses travaux consacrés aux expulsions de 1975, nous a fait part de sa volonté de voir les archives s'ouvrir pour donner encore plus de corps à ces événements et les livrer ainsi à la critique historique et à l'examen politique.

Monsieur Bouasria nous a présenté les objectifs poursuivis par les membres de l'Association des marocains expulsés d'Algérie et a mis l'accent sur l'esprit d'ouverture et de réconciliation qui les animent. Il nous a également exprimé leur vif souhait de voir un jour ces faits reconnus pour être réhabilités dans leur histoire et dans leur souffrance.

Et de la souffrance, il y en eut précisément, comme l'a déclaré Mohammed Cherfaoui, dans son témoignage, utilisant comme image-symbole, l'arbre arraché à ses racines. Mohammed Cherfaoui nous a livré un regard sur l'histoire des marocains établis en Algérie dès le début du 19^{ème} siècle, avec un pic plus fort, entre les années 20 et 30.

Pour terminer, je souligne que le développement d'un État ne peut s'envisager sans un cadre de démocratie, de solidarité et d'échange. Si le Maroc et l'Algérie aspirent véritablement à un climat de paix, de démocratie et de bien-être de leurs citoyens, ils ne pourront plus se permettre de jouer encore plus longtemps la politique de l'autruche.

Nous espérons dès lors, que toutes les initiatives, comme celle développée aujourd'hui viendront les renforcer dans leur volonté de s'asseoir autour d'une table et d'engager un travail de dialogue et de construction en vue du développement harmonieux du Maghreb, dans un premier temps, avant de s'étendre à d'autres régions.

Et si, malgré tout la raison et le bon sens ne l'emportent pas sur l'entêtement stérile, nous continuerons à œuvrer toujours dans la même voie : celle de la défense des droits humains, de la démocratie et de la solidarité entre les peuples

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

أما السيدة ماريون كيلبو، التي نتمنى لها كامل التوفيق والنجاح في عملها بشأن عمليات الترحيل لسنة 1975، فقد أعربت عن أملها في أن تفتح الأرشيفات لتسليط المزيد من الضوء على هذه الأحداث، ومن ثم إخضاعها للنقد التاريخي والنقاش السياسي.

ومن جهته، قدم السيد بوعسرية لمحة عن الأهداف التي يسعى أعضاء جمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر إلى بلوغها، مركزاً على روح الانفتاح والمصالحة التي يتشبثون بها. كما أعرب عن الأمل الذي يخالجه أعضاء الجمعية في أن يتم في يوم من الأيام الاعتراف بهذه الأحداث، حتى يتم إعادة الاعتبار للضحايا جراء ما عاشوه من معاناة.

والمعاناة هي ما تحدث عنه أيضاً السيد محمد الشرفاوي في شهادته، حيث استخدم صورة مجازية، هي صورة شجرة أجتثت جذورها. كما قدم لنا السيد الشرفاوي لمحة عن تاريخ المغاربة في الجزائر منذ أوائل القرن التاسع عشر، مع التركيز على سنوات العشرينيات والثلاثينيات من القرن العشرين.

وختاماً، أود أن أشير إلى أن تطور الدول لا يمكن أن يتم خارج إطار قيم الديمقراطية والتضامن والتبادل. وإذا كان المغرب والجزائر يطمحان حقاً إلى خلق مناخ من السلام والديمقراطية والرفاه لمواطني البلدين، فلا يمكنهما أن يستمرا لفترة أطول في تبني سياسة النعامة.

من هذا المنطلق، نأمل أن تتضافر جميع المبادرات، على غرار هذه الندوة، لتساهم في تعزيز إرادة هذين البلدين في الجلوس حول طاولة واحدة والانخراط في الحوار والعمل البناء من أجل تنمية متكاملة لبلدان المغرب في مرحلة أولى، قبل أن تمتد هذه التنمية لتشمل مناطق أخرى.

وإذا فشلنا في تجاوز حالة العناد العقيم، على الرغم من كل جهود التعقل والحس السليم، فإننا سنواصل العمل وسنسير على نفس الدرب، درب حقوق الإنسان والديمقراطية والتضامن بين الشعوب.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

كما أن هذا الموضوع دفعنا إلى صياغة مشروع قرار وتقديمه إلى مجلس الشيوخ هنا. وفي هذا الصدد، أشكر زميلتي ماري وزميلي حسن الحاضرَين معنا، والشكر موصول أيضاً إلى فايين وينكيل وفيليب ماهو اللذين دعما هذا المشروع بتوقيعهما عليه.

وقد أعربنا من خلال هذا المشروع عن رغبتنا في معرفة كيف استُقبلت في الوطن الأم عائلات بأكملها جردت من ممتلكاتها، وقُطعت أوصالها الأسرية والاجتماعية بين عشية وضحاها.

نريد أن نعرف كم كان عدد هذه العائلات. وما هو مصيرها؟ وهل أكملت مسارها القسري في المغرب؟ وهل مددت هذا المسار عن طريق الهجرة؟ نريد أن نعرف آثار تلك الأحداث على علاقاتها العاطفية على المدى القصير والمتوسط والطويل. ما هو مصير هؤلاء الأشخاص الذين تحطم مسار حياتهم اليومية؟ ماذا حدث لتلك الأسر التي سُتت شملها؟ كيف تَدبرت أمور معيشتها بعدما تم تجريدها من جميع الموارد المادية والمالية؟ ما مصير أولئك الأطفال الذين تم حرمانهم بكل قسوة من حقهم في التعليم؟

بإمكاننا أن نسترسل في طرح مزيد من الأسئلة لكن ذلك لن يفيدنا في شيء، فالأسئلة معروفة لكن الأجوبة تظل مفقودة.

في لحظة من اللحظات، وأمام بعض الأصوات التي تميل إلى التقليل من هول ما وقع في سنة 1975، بدأ الشك يساورني بشأن حجم عمليات الطرد تلك. وهكذا، توجهت بمعية صديقي محمد الشرفاوي إلى جنيف، حيث التقينا بمنسق الإغاثة باللجنة الدولية للصليب الأحمر في سنة 1975. وقد أدلى لنا السيد تيسو بشهادته، وزودنا بعدد المرشحين. كما مكنتنا الوثائق التي اطلعنا عليها في مقر اللجنة الدولية للصليب الأحمر في جنيف من التعرف على كميات المواد الغذائية والخيم والأغطية التي وُزعت ابتداءً من شهر دجنبر 1975. ومن الصعب أن نصدق أن آلاف الأطنان من الحليب، ومئات الآلاف من الأغطية والخيم كانت موجهة إلى مجموعة صغيرة من الناس. وهذه المعلومات التي تم جمعها في جنيف حفزتني على المضي قدماً في عملية البحث، كما أنها إحدى العوامل التي حفزتني على تنظيم هذه الندوة.

إن أهم ما يمكن استخلاصه من هذه الندوة هو أن عمليات الترحيل لسنة 1975 ينبغي أن توضع في سياق حقوق الإنسان. وفي هذا الصدد، قدم لنا الأستاذ الحارسي إيضاحات حول الموضوع من منظور قانون المهاجرين. ثم قدم الأستاذ دافيد لمحة عن مختلف القوانين التي تعتبر بمقتضاها عمليات الطرد تلك عملاً غير قانوني. لقد طردت الجزائر مواطنين مغاربة منتهكة بذلك نصوصاً قانونية وقعت وصادقت على بعضها.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

كلمة ختامية

فتيحة السعيدى

عضو مجلس الشيوخ البلجيكي

اسمحوا لي في البداية أن أتوجه إليكم جميعاً بخالص الشكر على حضوركم معنا في هذه الصبيحة، حتى تتمكن من فتح النقاش بشأن موضوع حساس يعني آلاف الأشخاص. كما أود أن أعرب عن جزيل شكري لزميلتي ماري أرينا وزميلي حسن بوستة اللذين أביا إلا أن يشاركا مشاركة فاعلة في أشغال هذه الندوة. كما لا يفوتني أن أشكر مساعدي ويلفريد تاستيت ودومينيك ديريو اللذين اضطلعوا بدور محوري في تنظيم هذه الندوة.

إن الوقائع التي سنناقشها اليوم هي صفحة من صفحات التاريخ التي تعود بالضبط إلى سنة 1975، حين طردت الجزائر نساءً ورجالاً وأطفالاً وكهولاً وأشخاصاً ذوي إعاقة، كان من المفارقات أن بعضهم شارك في حرب الجزائر.

35

كم كان عدد هؤلاء؟ الآلاف بالطبع، لكن الأرقام ظلت في طي الكتمان: 20,000؟ أم 45,000؟ أم 80,000؟ أم 300,000؟ لا يهم العدد لأن المأساة لا يمكن اخزالتها في أرقام أو قياس مداها. إن حجم الألم يقاس بمدى فظاعة الانتهاكات التي ارتكبت ضد الأشخاص والمس بكرامتهم وخرق حقوقهم. وهذا ما وقع بالضبط في عام 1975. وإذا كان حجم الألم كبيراً، فإن ما زاد من حدته أن من سببه بلد جار وشقيق.

عندما اتصلت بي جمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر في سنة 2007 من أجل دعم قضيتهم، فكرت ملياً في الأمر. وبعد ذلك، وافقت على دعم عملها لأنني وجدته عملاً نبيلاً ومشروعاً وعملاً بعيداً عن أي رغبة في الانتقام. وفي الواقع، فإن أفضل عمل يمكن أن يقوم به المرء هو أن يحول المصاعب التي واجهها وآلامه ومعاناته إلى استراتيجية جماعية تروم تحقيق المصلحة العامة. ولعل هذا بالضبط ما شدني إلى العمل الذي تضطلع به جمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر. بيد أن ذلك ليس هو العامل الوحيد، لأنه بالنسبة للكثير ممن كانوا صغار السن حين وقعت تلك الأحداث أو لم يعيشوها بشكل مباشر بسبب هجرتهم، فإن مثل هذه الجمعيات تمكنهم من عملية حقيقية لإحياء الذاكرة، واستعادة مشاهد بصمت حياتهم، دوماً مبالغة في الحنين إلى الماضي وبعيداً عن مشاعر الكراهية. وهنا يصبح الأمر مثيراً: عندما نحاول الفهم والتحليل المتجرد، والاستماع إلى الشهادات، وتجميع الحقائق. وفي كلمة واحدة، عندما نحاول إعادة تركيب مشاهد صفحة من صفحات التاريخ التي طالها النسيان بسرعة بل وتم حجبها وطبها دون قراءتها.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

1. الحق في التاريخ والذاكرة: تحليل التاريخ المحبط بين الجزائر والمغرب وتملكه؛
2. فتح الحدود لضمان حرية تنقل الأشخاص والأفكار والسلع، التي تعتبر مدخلا أساسيا نحو المصالحة؛
3. خلق عناصر الثقة من خلال اعتماد قوانين واتفاقيات تضمن حقوق المواطنين؛
4. تقاسم الحكومة المغربية، بقيادة السياسيين والمؤسستين، والمجتمع المدني المغربي لهذا العبء التاريخي الثقيل جدا الذي يحمله الضحايا لوحدهم. ويفرض واجب التضامن دعمهم في مجهوداتهم ومساندتهم سياسيا واجتماعيا ومعنويا ولوجستيكا؛
5. تحمل القادة الجزائريين لمسؤوليتهم بخصوص هذا الجزء الذي لا يتجزأ من تاريخ الجزائر. ويحذ أن تقوم الحكومة الجزائرية بلقاء الأسر ضحايا «شوهة 1975» التي كانت عملا حاطا بحقوق الإنسان وكرامته؛
6. إحداث دوائر للتفكير في الجزائر والمغرب وإطلاق دراسات أكاديمية حول عوامل تعزيز التقارب بين البلدين وأسباب الصراع بين الجزائر والمغرب منذ الاستقلال.

4. خلاصة

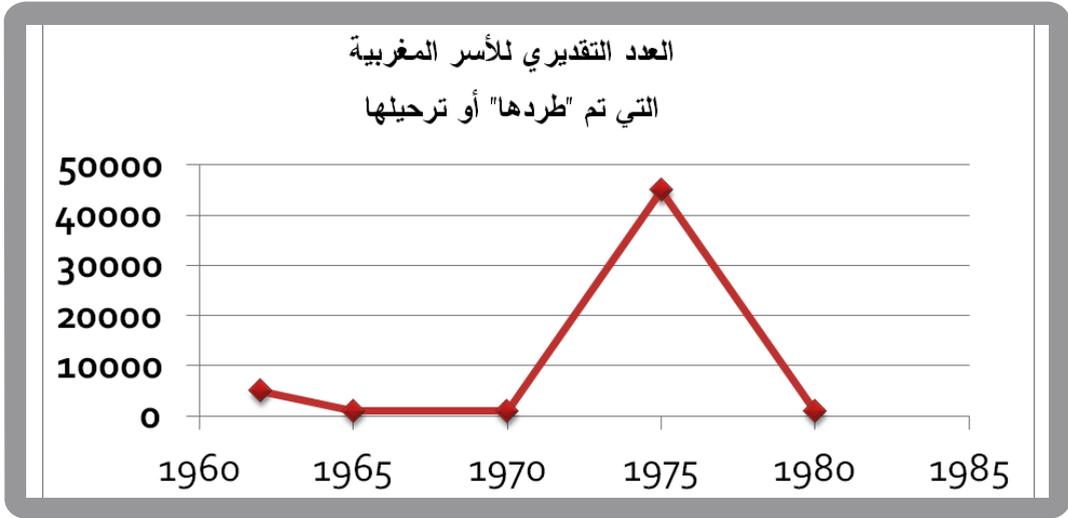
إن الحل الطويل الأمد يكمن في مصالحة دائمة تضمن السلام والتعاون والاستقرار لشعوب المغرب الكبير ودوله.

وأود في هذا الصدد أن أقتبس مقولة العروي: «لكي يتصالح المغاربة مع زمانه وأرضه، يجب أولا أن يتصالح مع نفسه وخاصة مع أخيه. والحكومة الشرعية والمستقبلية هي التي تسعى لتحقيق هذا الهدف بكل ما أوتيت من طاقة وبكل ما كسبت من سلطة في إطار هذا المسعى».

لقد اخترت كعنوان لهذه المداخلة «تاريخ مُحْبَط» وأختتمها على النحو التالي:

«لقد بدأت هذه الصفحة من التاريخ تحظى باهتمام متزايد، ولو من خلال هذه الندوة التي تعطي دفعة جديدة لمسار لا رجعة فيه انطلق منذ عام 2005 ليوصلنا في نهاية المطاف إلى «الحقيقة التي يعرفها ويعترف بها الجميع».

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني



وفي عام 2005، أي بعد ثلاثين عاما، سينتظم مغاربة الجزائر في إطار جمعيات في المغرب وفرنسا وبلجيكا وإسبانيا ودول أخرى.

• وتمثل المطالب الرئيسية لهذه الجمعيات في ما يلي:

1. الاعتراف الرسمي للسلطات الجزائرية بعملية الترحيل التي تمت سنة 1975؛
2. استرجاع جميع الممتلكات التي صادرتها الدولة الجزائرية؛
3. جبر الضرر المادي والمعنوي؛
4. إدراج دور الجالية المغربية في استقلال الجزائر ضمن التاريخ الجزائري؛
5. قيام الدولة المغربية بإنشاء هيئة (على شاكلة المجلس الملكي الاستشاري للشؤون الصحراوية) تعنى بالوضعية الخاصة لهؤلاء المغاربة.

• تساؤلات؟

- يثير تاريخ مغاربة الجزائر العديد من التساؤلات:
1. لماذا تم حفظ قضية مغاربة الجزائر قبل التحقيق فيها؟
 2. ما العمل لإزالة الضغائن المترسخة التي تم دفنها عوض تبديدها؟
 3. أمام هذا النسيان، ينبغي إيقاظ الذاكرة من أجل محاولة الفهم. لكن كيف؟
 4. هل كانت إعادة إدماج تلك الجالية داخل المجتمع المغربي ناجحة؟

ومن أجل إعادة بناء المستقبل، يجب ضمان ما يلي:

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

وحده الهلال الأحمر من سيهتم بهم كلاجئين!

• تحليل: السر الكامن وراء هذا الحدث

يجب البحث عن السبب وراء عملية الترحيل الجماعي في الوقائع التاريخية. وتتمثل أبرز الأحداث التي أدت إلى طرد 45,000 أسرة مغربية سنة 1975 في المسيرة الخضراء وخاصة الاتفاق الثلاثي الأطراف، فضلا عن تأثير حرب الرمال لسنة 1963 والنزعة الوطنية القوية للقادة الجزائريين خلال تلك الفترة. وتدفعنا هذه الوضعية إلى التساؤل عن حماية المدنيين في حالة نشوب نزاع بين دولتين.

هل كانت فويا قادة الجزائر لعام 1975 من المغرب والمغاربة شكلا من أشكال الإيديولوجية أو نتيجة منطقية للقومية المفرطة أو مجرد شكل آخر من أشكال التعبير عن النظام الشمولي؟ هذه أسئلة يمكن للمؤرخين أن يجيبوا عليها. كما تجدر الإشارة كذلك إلى الحرب الأهلية التي اندلعت في لبنان في مارس 1975، والتي انشغل بها العالم العربي آنذاك.

• يمكن تلخيص الملامح الرئيسية لذلك الترحيل على النحو التالي:

- تنفيذ الترحيل بسرعة؛
- مصادرة جميع ممتلكات المغاربة المطرودين؛
- مصادرة الوثائق الإدارية؛
- الفصل بين الأسر المختلطة الجزائرية المغربية؛
- عزل المغاربة لمنعهم من الاتصال بالمحاميين والمنظمات غير الحكومية؛
- إشراف الجيش والشرطة على عمليات الترحيل؛
- حظر بيع ممتلكات المغاربة؛
- ترحيل جميع أفراد الأسرة الحاملين للجنسية المغربية؛
- الترحيل الجماعي في فترة زمنية قصيرة جدا؛
- التحكم في وسائل الإعلام حتى لا يصل الخبر إلى الشعب الجزائري.

3. جالية تنتظم بعد ثلاثين سنة

بالنسبة للمغاربة المطرودين من الجزائر الذين فقدوا كل شيء خلال أحداث 1975، تظل الذاكرة المكتوبة حول تلك اللحظة من التاريخ آخر ما تبقى لهم اليوم. ويمكن للتاريخ إذن أن يشكل رهانا وفي نفس الوقت وسيلة لمعرفة حقيقة ما حدث سنة 1975.

وتضم الجزائر اليوم 80,000 مغربي، بينما كان يقيم فيها إلى غاية سنة 1975، 430,000 مغربي.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

في عام 1963، اندلعت الحرب بين المغرب والجزائر، مما أدى إلى هدم العلاقات التي كانت قائمة بين البلدين لعدة عقود.

ففي الجزائر، تزايدت حدة الشك والحذر تجاه الجالية المغربية وجعلت هذه الأخيرة ضعيفة أمام القوة الصاعدة للحكومة الجزائرية بقيادة أحمد بن بلة. وفي العام نفسه، سيتم طرد عدد من المغاربة من الأراضي الجزائرية.

2. السياق الذي ميز عمليات الطرد في سنة 1975

في 6 نونبر 1975، قام المغرب بتنظيم المسيرة الخضراء. إثر ذلك، لم يعد من حديث في الجزائر إلا عن جبهة البوليساريو، فيما خيمت أجواء التوتر على العلاقات بين البلدين وأصبح المغاربة المقيمون في الجزائر مستهدفين.

وفي 14 نونبر 1975، تم إبرام الاتفاق الثلاثي بين المغرب وإسبانيا وموريتانيا، مما أثار حنق وغضب الحكومة الجزائرية التي قررت في 8 دجنبر 1975 ترحيل المغاربة المقيمين في الجزائر باستعمال القوة. وبالفعل، تم اللجوء في ذلك الترحيل أو المسيرة السوداء، إلى الجيش والشرطة والدرك والجمارك وكذا شركات النقل بالحافلات. وعلى الصعيد السياسي، تمت عملية الإبعاد بقيادة كل من هواري بومدين، رئيس الجمهورية الجزائرية آنذاك، وعبد العزيز بوتفليقة، وزير الشؤون الخارجية، وقاصدي مبراح، قائد الاستخبارات العسكرية، والعربي بلخير، زعيم جبهة التحرير الوطني، ومحمد الشريف مساعدي، منسق جبهة التحرير الوطني، والشاذلي بن جديد، قائد المنطقة العسكرية لغرب وهران.

• مأساة دجنبر 1975: تاريخ ترحيل مستتر

تم تنفيذ الترحيل في يوم عيد الأضحى ودون سابق إنذار، فقد تم نقل الأسر من منازلها نحو مراكز الشرطة قبل أن يتم اقتيادها نحو الحدود (في مدة زمنية تتراوح ما بين 8 و48 ساعة). ويقدر عدد الأسر التي تم إبعادها إلى المغرب بما مجموعه 45,000 أسرة.

ورافق ذلك الترحيل سوء المعاملة والسرققة ومصادرة الممتلكات والوثائق الإدارية (كبطاقة الإقامة وسندات الملكية وغيرها). وقد لقي المغاربة المطرودون من الجزائر استقبالا حارا ومثاليا من طرف سكان مدينة وجدة، وأقاموا لمدة تراوحت بين بضعة أسابيع وعدة سنوات في خيام نصبت بالمدينة. ونظرا لعدم إمكانية استيعابهم جميعا في مدينة واحدة، تم نقلهم في ما بعد إلى مناطق أخرى من البلاد. فقد عاشوا ظروفًا قاسية داخل المخيمات وعانوا من الإقصاء والاستهزاء من خلال تلقيهم «بالمهاجرين» و«المطرودين» و«المبعدين» وغيرها من المسميات.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

1975 | تاريخ محبَط: في يوم من الأيام كان هناك ترحيل
للمغاربة من الجزائر ...

محمد الشرفاوي

مهندس ورئيس فرع أوروبا لجمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر

1. السياق التاريخي للتواجد المغربي في الجزائر

يعتبر تنقل السكان داخل المجال المغاربي تقليدا يعود إلى أكثر من ألف سنة، وقد ساهمت العديد من العوامل في تسهيل التكامل والحياة المشتركة بين المغاربة بين (الدين والتاريخ واللغة والاستعمار).

وفي دراسته حول تطور الشغل في الجزائر خلال القرن التاسع عشر، يشير الطيب الشنتوف إلى تواجد الحرفيين والفلاحين المغاربة في الجزائر ابتداء من السنوات الأولى للقرن التاسع عشر. وفي الفترة ما بين 1920 و1930، حدثت هجرة قوية من المناطق الشرقية والريف نحو غرب الجزائر.

في فاتح نونبر 1954، تم إعلان حرب التحرير في الجزائر تحت قيادة جبهة التحرير الوطني، وشارك فيها المغاربة بالأسلحة وبالدمع المالي والبشري (تم تسجيل أكثر من 10,000 مقاتل من أصل مغربي في منطقة وهران).

وقد استفاد المغاربة من خبرتهم في حرب العصابات التي اكتسبوها في حرب الريف ضد إسبانيا (1920). كما ضمت جبهة التحرير الوطني العديد من القادة المغاربة الذين كانوا يقيمون في الجزائر. وإن هذه الأوجه المتعددة لمشاركة الجالية المغربية تعطيها الحق في المطالبة بنصيبها من إرث الثورة الجزائرية.

وبناء عليه، يبدو من الأنسب إدراج التضحيات التي بذلتها الجالية المغربية ضمن الكتب المدرسية الجزائرية، ولم لا إقامة نصب تذكاري لهم أو إنشاء متحف لحفظ ذكرتهم.

يشكل يوم 5 يوليوز 1962 يوما مشهودا في تاريخ الجاليتين المغربية والجزائرية ويؤرخ للانسجام بينهما، وذلك عندما تم إصدار مرسوم جزائري يقضي بالمساواة في الحقوق بين جميع الأشخاص الذين يعتنقون الديانة الإسلامية. لكن هذا الحدث لم يلق اهتماما من قبل المغاربة، وقلّة منهم فقط أحست بالحاجة إلى الحصول على الجنسية الجزائرية.

وفي المقابل، احتفظ أغلبيتهم بوتائق هويتهم المغربية وظلوا ضمن فئة «دون لقب عائلي».

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

أهداف الجمعية وأنشطتها

الحسين بوعسيرة

نائب رئيس جمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر

تأسست جمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر بمدينة الناظور بتاريخ 23 يوليوز 2005، من قبل السيد محمد الهرواشي، الذي تولى في مرحلة لاحقة منصب رئيس الجمعية. وقد كان السيد الهرواشي أول من بادر إلى إحداث جمعية تروم الدفاع عن مصالح مغاربة الجزائر. وتمثلت أولى أنشطة الجمعية في تسليط الضوء على هذا الموضوع عبر وسائل الإعلام المختلفة (الصحف والقنوات الإذاعية والتلفزيونية)، وتعريف المغاربة الذين يعيشون فوق التراب الوطني بمأساة المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر في سنة 1975.

وقد ساعد البرنامج الوثائقي «Grand Angle» (زاوية كبرى)، الذي بثته القناة التلفزيونية المغربية الثانية (2M)، على تعريف شريحة واسعة من السكان بهذا الحدث، من خلال حلقة بعنوان «Soudain l'Exode». وبعد الوعي الذي أبداه المواطنون بهذا الموضوع والدعم الذي قدموه للجمعية، قررت هذه الأخيرة توسيع مجال عملها ليشمل مساءلة المسؤولين السياسيين عن هذه المأساة وتحسيس الفاعلين الدوليين بهذا الخصوص. وفي هذا الصدد، تم اتخاذ التدابير التالية:

- بعث رسالة إلى السيد عبد العزيز بوتفليقة، رئيس الجمهورية الجزائرية، في فاتح نونبر 2006، تطالبه بالاعتراف بمشكلة المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر؛
- توجيه رسالة إلى الأمين العام للأمم المتحدة بتاريخ 7 مارس 2007، تلقي الضوء على هذه المأساة وتدعوه إلى فتح تحقيق في ارتكاب جرائم ضد الإنسانية؛
- تنظيم وقفتين أمام سفارة الجزائر بالرباط يومي 18 دجنبر 2008 و 18 دجنبر 2009؛
- تنظيم مظاهرات أمام القنصلية الجزائرية في مدينة وجدة سنتي 2007 و 2010.

وهوإضافة لذلك، نُظمت أنشطة إخبارية، شملت العديد من الحلقات الدراسية في عدة مدن مغربية (الناظور ووجدة والدار البيضاء والرباط وغيرها). وقد مكنت هذه الأنشطة من توفير فضاء للقاء بين مواطنين يبحثون عن المعلومات الخاصة بهذا الحدث والعديد من الضحايا. ومن خلال العلاقات التي نشأت بعد تنظيم هذه الأنشطة وبفضل الدعم المعنوي الذي أحرزته الجمعية، تم إحداث أكثر من 24 فرعا للجمعية في جميع أنحاء المغرب وخارجه، بما في ذلك فرنسا وإسبانيا.

أهداف جمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر

- ستُحل الجمعية وتوقف أنشطتها بمجرد تحقيق الأهداف التالية:
- اعتراف الحكومة الجزائرية بمسؤوليتها عن المعاناة التي يعيشها المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي في سنة 1975 من طرف الحكومة آنذاك؛
- تقديم اعتذار رسمي إلى السلطات المغربية وإلى المغاربة الذين تم ترحيلهم من الجزائر؛
- جبر الضرر المادي والمعنوي لفائدة ضحايا الترحيل التعسفي أو ذوي حقوقهم؛
- فتح الحدود بين المغرب والجزائر من أجل تمكين الأسر من لم شملها.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

إن عملنا كمؤرخين أو صحفيين أو علماء اجتماع أو سياسيين أو مواطنين عاديين يتمثل دائما في التأكيد على أهمية فتح الأرشيف الرسمي للدولة أمام العموم، لأن ذلك يمكن، سواء في الجزائر أو المغرب أو في أي بلد آخر، من القيام لأول مرة بقراءة نقدية للمصادر، ثم يلي ذلك مسار طويل من التحليل والمناقشة من أجل الوصول في نهاية المطاف إلى ما عبر عنه بول ريكور بنجاح: «الذاكرة العادلة».

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

وينصب اهتمامنا على وجه التحديد على هجرة المغاربة إلى الجزائر واستقرارهم بمنطقة وهران بالأساس ثم عمليات الترحيل المتعاقبة التي تعرضوا لها على طول الفترة التي تغطيها هذه الدراسة. فقد تعرضوا في البداية للطرد من قبل السلطات الفرنسية بسبب دعمهم لجبهة التحرير الوطني، ثم من طرف السلطات الجزائرية في أعقاب حرب الرمال بين البلدين في أكتوبر 1963 وفي دجنبر 1975.

ويتعلق موضوع البحث الذي قمت به على الخصوص بطرد المغاربة من الجزائر في دجنبر 1975.

ففي غضون شهر واحد، ومباشرة بعد المسيرة الخضراء، قامت السلطات الجزائرية بإبعاد ما بين 30 و40 ألف مواطن مغربي²⁴ إلى الحدود المغربية، من ضمنهم من أقام في الجزائر لعدة أجيال.

وقد ظلت هذه الواقعة لسنوات طويلة من المواضيع المحرمة في كلا البلدين، وذلك لعدة أسباب. ومع بداية القرن الواحد والعشرين وإنشاء جمعية للدفاع عن المغاربة المطرودين من الجزائر²⁵، عادت الصحافة وإلى حد ما السلطات المغربية إلى تناول هذا الحدث المؤلم. وقد ارتأيت أنه من الضروري دراسة ذاكرة المغاربة المرحّلين وربط هذا التاريخ «الصغير» بالتاريخ الكبير الذي يجمع البلدين. وهكذا، سنتمكن من تسليط الضوء على جزء من تاريخ العلاقات الجزائرية المغربية، التي كانت دائماً مضطربة²⁶.

لكن، وكما يعتقد أيضا الفاعلون السياسيون المحليون، يُعتبر المغرب والجزائر المفتاح لتحقيق مغرب كبير موحد. وذلك ما أكد عليه المهدي بنونة عندما قال بوضوح إن «قضية الصحراء هي الباب الذي سيوصلنا إلى مغرب كبير موحد أو سيعيق طريقنا نحو تلك الوحدة»²⁷. ويشترك البلدان في اللغة العربية والإسلام²⁸ ووجود أقلية أمازيغية قوية وإرث نضالي ضد نفس الخصم: فرنسا الاستعمارية. وقد كانت جميع العوامل تؤهل البلدين ليكونا القوة الدافعة لاتحاد المغرب العربي الذي انعقدت قمته التأسيسية في 17 فبراير 1989 في مراكش. لكن بعد 22 عاما من ذلك التاريخ، لا تزال عملية الاندماج ترواح مكانها، وذلك بسبب القوتين الرئيسيتين في المغرب الكبير: فالنزاع حول الصحراء، بفعل الدعم الجزائري لجبهة البوليساريو، مازال يعرقل المفاوضات المغربية الجزائرية.

24- نظرا لعدم فتح الأرشيف الرسمي الجزائري والمغربي، يظل عدد المبعدين محط كثير من الجدل.

25- جمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر التي أنشئت في عام 2005 في الناظور (المغرب). وهي الجمعية التي اشتغلت معها بالأساس عند إعداد هذه الأطروحة، وأود أن أشكرها من هذا المنبر.

26- شهدت الحدود المغربية الجزائرية تأرجحا حادا بين الإغلاق والفتح. ففي 38 سنة، تم إغلاق الحدود لأكثر من 20 سنة: في عام 1963 وما بين 1975 و1988 ومنذ 1994 إلى اليوم. يرجع في هذا الإطار إلى المؤلف الذي أشرف عليه جان فرانسوا تروان "المغرب: الجهات والبلد والمناطق الترابية"، منشورات Maisonneuve Larose، باريس، 2002.

27- المهدي بنونة، "أبطال بلا مجد: فشل ثورة، 1973-1963"، منشورات Paris Méditerranée ودار النشر طارق، الدار البيضاء، 2002، ص. 374.

28- يتعلق الأمر بالإسلام المالكي الصوفي.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

مغاربة الجزائر: بين الذاكرة والتاريخ (1956 - 1976)

ماريون كيلبو،

طالبة في سلك الماجستير، تعد أطروحة تحت إشراف الأستاذ بيبير فيرميرين
جامعة باريس 1 بانتيون-سوربون

«حتى في صلب الجدل، لا يمكنه (المؤرخ) إلا أن يظل مؤرخا، أي خائنا أمام كل العقائد اللاهوتية والإيديولوجية (...). فالمؤرخ ممارس لمهنة الحقيقة». بيبير فيدال ناكي، 1991، «اليهود، الذاكرة والحاضر»، منشورات La Découverte.

يسعى هذا العمل إلى استرجاع ذاكرة مغاربة الجزائر وإدراجها ضمن التاريخ «الكبير» للعلاقات الجزائرية المغربية، وبشكل أعم ضمن مرحلة الاستعمار وما بعد الاستعمار التي تجمع بين فرنسا والمغرب والجزائر. ويرتكز على دراسة الأرشيف الفرنسي، سواء العسكري أو الدبلوماسي، وكذلك الأرشيف الدولي كوثائق الصليب الأحمر واللجنة العليا لشؤون اللاجئين في جنيف. وفي هذا الصدد، نأسف لعدم قيام كل من السلطات المغربية والجزائرية بفتح الأرشيف المتعلق بهذه الفترة من التاريخ أمام العموم.

وإنني أشتغل منذ سنتين على موضوع الجالية المغربية المقيمة في الجزائر خلال الفترة ما بين استقلال المغرب (1956) وحرب الصحراء الثانية بين المغرب والجزائر (1976). وتشكل قضية الحدود المغربية الجزائرية أولى العقبات الرئيسية التي واجهتني في هذه الدراسة. وكثيرة هي المنشورات التي تتطرق لهذا الموضوع، وكلها تكشف عدم دقة الحدود بين البلدين عند مجيء الفرنسيين إلى الجزائر²² في عام 1830. وقد امتنعت السلطات الفرنسية عن ترسيم واضح للحدود قد يعرقل التوسع الترابي للجزائر في اتجاه الغرب²³. وعض تخفيف حدة التوترات، أدى فرض نظام الحماية على المغرب (1912) إلى إثارة طمع الفرنسيين من كلا الجانبين، مما تسبب في اندلاع حرب غادرة بين كلا الجيشين استمر معها النزاع الحدودي حتى استقلال المغرب في عام 1956.

وقد كانت هذه القضية الشائكة سببا في نشوب نزاع مسلح في عامي 1963 و1976 بين الدولتين المغربية والجزائرية، المستقلتين حديثا. وكان لهذه المواجهة العسكرية تأثير مباشر على سكان المناطق الحدودية وكذا على الجاليتين المغربية والجزائرية في كلا البلدين.

22- يرجع إلى قائمة المراجع في الأطروحة.

23- يرجع إلى الجزء الثاني من الأطروحة المتعلق بالنزاع الحدودي.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

وعلى الرغم من كون الرأي الاستشاري غير إجباري بشكل رسمي، فإنه إلزامي على أرض الواقع، لأن «المحكمة تقرر القانون»²¹. وقد أكد الأستاذ الحارسي على أهمية التكييف القانوني الصادر عن هيئة مختصة عندما أشار إلى الخلاصات التي توصل إليها المقرر الخاص للجنة القانون الدولي (انظر الصفحة 10 أعلاه). فقول القانون يعني إقرار حقيقة قانونية، وحتى لو ظل ذلك حبرا على ورق فإنه يمثل تقدما في حد ذاته لأن «السعادة تنبني على الحقيقة» (شامفور).

15. إن الوصول إلى هذه الحقيقة لا يعتمد فقط على قيام الدولة المغربية بتبني مطالب جاليتها المطرودة من الجزائر، بل يمكن للضحايا أيضا أن يسلكوا بعضا من المساطر المذكورة أعلاه (مسطرة التظلم أمام منظمة العمل الدولية والإجراء 1503 أمام مجلس حقوق الإنسان). ويجدر التذكير أن الإجراء 1503 يقتضي من الضحايا استنفاد جميع سبل التظلم المتاحة محليا في الجزائر ضد انتهاكات حقوقهم الأساسية في عام 1975 وكذا الانتهاكات التي قد يتعرضون لها اليوم في حالة لم تنصفهم المحاكم الجزائرية.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

■ يجوز للضحايا تقديم شكوى إلى مجلس حقوق الإنسان على أساس القرار رقم 1503 للمجلس الاقتصادي والاجتماعي التابع للأمم المتحدة¹⁶؛ وكما نعلم، فقد حل مجلس حقوق الإنسان محل لجنة حقوق الإنسان السابقة¹⁷؛ وتحال الشكوى على اللجنة الفرعية التي تقدم تقريرا بشأنها إلى المجلس الذي يمكنه، بناء على ذلك التقرير، إحداث لجنة لتقصي الحقائق، شريطة الحصول على موافقة الدولة المعنية، أي الجزائر، واستنفاد جميع طرق الطعن المحلية¹⁸؛

■ بإمكان الأفراد والمنظمات غير الحكومية، التي تتمتع بصفة مراقب لدى اللجنة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب، أن يتقدموا بدعوى أمام المحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب (بروتوكول عام 1998، المادة 5، الفقرة 3) لكن شريطة اعتراف الدولة المدعى عليها باختصاص المحكمة في البت في مثل هذه الدعاوى (المراجع نفسه، المادة 34، الفقرة 6)؛ وإلى غاية ماي 2011، لم تقم بهذا الاعتراف إلا خمس دول فقط، لم تكن من بينها الجزائر¹⁹.

13. ثمة العديد من آليات التظلم الدولية التي يمكن اللجوء إليها ضد الجزائر بسبب الطرد الجماعي للمغاربة المقيمين فيها سنة 1975، لكن صعوبة تنفيذها لا تحفز على استعمالها. وعلى مستوى الدول في ما بينها، تظل آليات التظلم القضائية (التحكيم ومحكمة العدل الدولية) افتراضية لأنها تتطلب موافقة الجزائر، وهو ما لن تفعله هذه الأخيرة إلا إذا تحسنت العلاقات بين البلدين، مثلا إذا قبل المغرب الانسحاب من الصحراء الغربية، وهو أمر بعيد الاحتمال أكثر من الأول.

14. يمكن للمغرب أن يحاول الحصول على أغلبية كافية في الجمعية العامة للأمم المتحدة أو في الاتحاد الإفريقي لطلب رأي استشاري من محكمة العدل الدولية أو المحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب. غير أنه عدا الصعوبات السياسية التي سيلاقها هذا الإجراء، لا ينبغي أن نخدع أنفسنا بشأن آثار هذه الآراء، ذلك أن استصدار رأي استشاري يؤكد وقوع انتهاك لحقوق المغاربة المطرودين من الجزائر وحريةاتهم الأساسية لن يكون إلا تكرارا لما نعرفه مسبقا. كما أنه ليس من المؤكد أن يؤدي هذا الرأي إلى تغيير جذري في وضعية المغاربة المطرودين، إذ أن الرأي الاستشاري الذي أصدرته محكمة العدل الدولية سنة 1975 حول الصحراء الغربية لم يدفع المغرب إلى مراجعة سياسته تجاه شعب هذا الإقليم بنفس القدر الذي لم يؤد بإسرائيل إلى تفكيك الجدار العازل في فلسطين على إثر صدور الرأي الاستشاري لنفس المحكمة في عام 2004 بشأن هذه القضية²⁰.

16- جان سالمون وإريك دافيد، "القانون الدولي العام"، مرجع سابق، الفقرة 12.1.14.

17- المرجع السابق، الفقرتان 11.5.8 و12.1.6.

18- قرار رقم E/RES/1503، صادر في 27 ماي 1970، الفقرة 6، ب.

19- وفقا لموقع المحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب كما تم الاطلاع عليه في 21 يوليوز 2011:

<http://www.african-court.org/fr/index.php/about-the-court/jurisdiction-2/basic-facts>

20- الرأي الاستشاري الصادر في 9 يوليوز 2004، محكمة العدل الدولية، مجموعة 2004، ص. 136 وما بعدها.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

- طلب الرأي الاستشاري لمحكمة العدل الدولية: يجوز للأجهزة الرئيسية التابعة للأمم المتحدة (الجمعية العامة أو مجلس الأمن أو المجلس الاقتصادي والاجتماعي) أو الوكالات المتخصصة طلب رأي استشاري من محكمة العدل الدولية (ميثاق الأمم المتحدة، المادة 96) حول شرعية ذلك الطرد؛ وهذه المسطرة هي نفسها التي طبقت في عام 1975 عندما اعترفت المحكمة بحق الشعب الصحراوي في تقرير المصير¹⁴؛ ويتطلب اللجوء إلى المحكمة وفق هذه الصيغة حشد دعم أعضاء الأمم المتحدة للحصول على أغلبية تسمح للجهاز المعني بطلب رأي المحكمة بشأن هذه المسألة؛ ويتعين على المغرب القيام بعمل دؤوب على الصعيد السياسي إذا ما أراد سلك هذه المسطرة، مما يجعل هذا الخيار ممكنا ومتاحا؛
- لجنة حقوق الإنسان من خلال اعتراف الدولة المشتكية باختصاص اللجنة (العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية لعام 1966، المادة 41): تعترف الجزائر باختصاص اللجنة منذ 12 شتنبر 1989، بينما لم يقيم المغرب بذلك رغم انضمامه للعهد الدولي منذ 1979؛ وبالتالي لن يمكنه إحالة القضية على اللجنة إلا بعد اعترافه باختصاصها.

11. على الصعيد الإقليمي، كان بإمكان المغرب أن يلجأ للمحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب لو كان طرفا في بروتوكول عام 1998 الخاص بإنشاء المحكمة (البروتوكول الملحق بالميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب بشأن إنشاء المحكمة الإفريقية لحقوق الإنسان والشعوب، المادة 5، الفقرة 1، البند د)؛ لكنه لم ينضم للميثاق على عكس الجزائر، مما لا يتيح له حاليا أية إمكانية على هذا المستوى. غير أنه يجوز التقدم بطلب للمحكمة من طرف جهاز تابع للاتحاد الإفريقي من أجل إبداء رأيها الاستشاري (البروتوكول، المادة 4، الفقرة 1). وكما هو الأمر بالنسبة للمسطرة المتبعة أمام الأمم المتحدة، يتعين على المغرب أن يحشد دعم الدول الإفريقية الأعضاء في الاتحاد الإفريقي من أجل تقديم طلب الرأي الاستشاري من طرف جهاز من أجهزة الاتحاد؛ لكن المناخ السياسي السائد في الاتحاد الإفريقي غير موات للمغرب الذي انسحب من المنظمة منذ أن انضمت إليها الجمهورية العربية الصحراوية الديمقراطية¹⁵.

ب . التظلم المقدم من أطراف أخرى (الأفراد أو الجمعيات أو المنظمات غير الحكومية)

12. هناك ثلاثة سبل ممكنة:
- يمكن لأي تنظيم عمالي مغربي أن يتقدم بشكوى أمام منظمة العمل الدولية (وفقا للمادتين 24 و 25 من دستور منظمة العمل الدولية) تتعلق بعدم الامتثال للاتفاقية رقم 97 لهذه الأخيرة بشأن العمال المهاجرين؛ ويتم تقديم الشكوى لدى مجلس إدارة منظمة العمل الدولية الذي يقوم بتبليغها إلى الطرف المعني، أي الجزائر؛ وفي حالة ما لم تدل الدولة المشتكى بها بجوابها أو اعتبر مجلس الإدارة جوابها غير مرض، يمكن للمجلس أن يقوم بنشر كل من الشكوى وجواب الحكومة، في محاولة منه للتشهير بانتهاكات الدول في ما يتعلق بحقوق العمال، وهو ما لا يروق للدول المعنية وربما يدفعها لوقف تلك الانتهاكات؛

14- الرأي الاستشاري الصادر في 16 أكتوبر 1975، محكمة العدل الدولية، مجموعة 1975، ص. 12 وما بعدها.

15- يرجع لمؤلف إيريك دافيد "قانون المنظمات الدولية"، مرجع سابق، الفقرة 2.1.13.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

(2) الهيئات التي يمكن التظلم أمامها

7. أخذاً بعين الاعتبار أن طرد المغاربة من الجزائر انتهك عدة قواعد أساسية للقانون الدولي، فإن اللجوء إلى الهيئات الدولية المكلفة بمراقبة مدى احترام هذه القواعد يمكن أن يتم إما بواسطة الدول (أ) أو الأفراد، أي الأشخاص الذاتيين وجمعيات الدفاع عن حقوق الإنسان (ب).

أ. التظلم المقدم من طرف الدولة

8. على الصعيد العالمي، يمكن للدول أن تتقدم بتظلم أمام هيئات سياسية وقضائية.

9. تتمثل الهيئات السياسية التي يمكن أن يلجأ إليها المغرب أو أي دولة أخرى، تعتبر نفسها متضررة من هذه المأساة، في الجمعية العامة للأمم المتحدة (المادة 35 من ميثاق الأمم المتحدة) أو مجلس حقوق الإنسان المتفرع عن هذه الأخيرة¹². وينبغي حينئذ تطبيق قواعد الإحالة على الجمعية العامة (النظام الداخلي للجمعية العامة، المادة 13، البند هـ). وقد أشار الأستاذ الحارسي إلى أن مسألة طرد المغاربة من الجزائر قد نوقشت في الدورة 14 للمجلس (الصفحة 15 أعلاه).

10. ويمكن كذلك إحالة قضية طرد المغاربة المقيمين بالجزائر على هيئات قضائية متعددة، لكن بشرط التقيد بشروط الإحالة عليها، مما يعقد اللجوء إلى هذه الآليات:

■ التحكيم: يجوز لدولتين أن تلجأ إلى التحكيم لتسوية النزاع القائم بينهما شريطة الاتفاق على مبدأ استخدام هذا الإجراء وطرق تنفيذه¹³؛ لكن بالنظر للوضعية الراهنة للعلاقات بين المغرب والجزائر، من المستبعد أن يتفق البلدان على عرض قضية طرد المغاربة من الجزائر على التحكيم؛

■ التقاضي أمام محكمة العدل الدولية: يجوز لأي دولة أن تقاضي دولة أخرى أمام محكمة العدل الدولية بشرط أن تعترف للمحكمة باختصاصها بموجب اتفاق ثنائي أو تصريحات انفرادية متطابقة من قبل أطراف النزاع (النظام الأساسي لمحكمة العدل الدولية، المادة 36)، الشيء الذي لم يرقم به لا المغرب ولا الجزائر حتى يومنا هذا؛ فمن أصل 193 دولة عضواً في الأمم المتحدة، لا يبلغ عدد الدول التي أقرت للمحكمة بولايتها بموجب إعلان من جانب واحد سوى 69 دولة؛ وبما أن إحالة قضية طرد المغاربة من الجزائر على محكمة العدل الدولية تتطلب اتفاق المغرب والجزائر على عرض النزاع على هذه المحكمة (النظام الأساسي لمحكمة العدل الدولية، المادة 36، الفقرة 1)، فمن المستحيل كذلك أن تتفق الدولتان على هذه النقطة؛

12- جان سالمون وإريك دافيد، القانون الدولي العام، منشورات جامعة بروكسيل الحرة، 2012/3، الفقرة 11.5.8.

13- المرجع السابق، الفقرة 15.2.7.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

كما هو منصوص عليه في المبادئ الأساسية والمبادئ التوجيهية بشأن الحق في الانتصاف والجبر لضحايا الانتهاكات الجسيمة للقانون الدولي لحقوق الإنسان والانتهاكات الخطيرة للقانون الإنساني الدولي⁴، التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة في عام 2005. وهذه المبادئ والتوجيهات المعتمدة بتوافق الآراء،

«لا تفرض التزامات قانونية دولية أو محلية جديدة، بل تحدد آليات وطرائق وإجراءات وأساليب تنفيذ الالتزامات القانونية القائمة في إطار القانون الدولي لحقوق الإنسان والقانون الإنساني الدولي»⁵.

وبعبارة أخرى، فعلى الرغم من تصريح العديد من ممثلي الدول في اللجنة الثالثة للجمعية العامة للأمم المتحدة بأن هذا النص ليس «ملزما من الناحية القانونية»⁶، يبقى ضمان الحق في التظلم والجبر التزاما قائما، كما أكدت على ذلك ضمنا بعض الدول التي ترى أن هذا النص:

- يضع «قائمة محددة في ما يخص التزامات الفاعلين المعنيين»⁷؛
- يمكن الدول من «تحديد الآليات التي قد تساعدها في تنفيذ التزاماتها القائمة»⁸؛
- يحدد كليات «تنفيذ الالتزامات القانونية الدولية التي تنطبق على كل دولة»⁹.

يتعلق الأمر إذن بنص معياري. وفي هذا الإطار، يرى بيير دارجون أن:

«نطاقه المعياري يكمن فقط في ما يمكن أن تكتسبه بعض مقتضياته من طابع تصريحي للقانون العرفي»¹⁰.

وذلك ما يجسده «التزام» الدول بأن «توفر للضحايا سبل انتصاف فعالة، تشمل الجبر»¹¹.

6. وحيث إن انتهاك الحقوق والواجبات ما زال قائما، فإن قاعدة عدم الرجعية لن تعيق اللجوء إلى التظلم من تلك الانتهاكات.

4- قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم A/RES/60/147 الذي اتخذته في 16 دجنبر 2005، لاسيما البنودان 8 و9 من المرفق؛ تعليقا على هذا القرار، يرجع لمؤلف بيير دارجون بعنوان "هل تم استكمال قانون المسؤولية الدولية؟ دراسة للمبادئ الأساسية والمبادئ التوجيهية بشأن الحق في الانتصاف والجبر لضحايا الانتهاكات الجسيمة للقانون الدولي لحقوق الإنسان والانتهاكات الخطيرة للقانون الإنساني الدولي"، الدورية الفرنسية للقانون الدولي، 2005، ص. 27-55.

5- قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم A/RES/60/147 الصادر في 16 دجنبر 2005، الديباجة، الفقرة 7.

6- شبلي والاتحاد الأوروبي ونيوزيلندا والمملكة المتحدة، وثيقة منظمة الأمم المتحدة رقم A/C.3/60/SR.39، الفقرات 5 و14 و16 و19.

7- فرنسا، المرجع السابق، الفقرة 11.

8- أوروغواي، المرجع السابق، الفقرة 12.

9- الاتحاد الأوروبي، المرجع السابق، الفقرة 14.

10- بيير دارجون، مرجع سابق، ص. 36.

11- قرار الجمعية العامة للأمم المتحدة رقم A/RES/60/147، الفقرة 3 (د).

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

3. وقد تم اعتماد اثنين من هذه الصكوك بعد عام 1975، ووفقا لاتفاقية فيينا لعام 1969 بشأن قانون المعاهدات (صادق عليها المغرب والجزائر على التوالي في عامي 1972 و1988) التي تمثل إلى حد كبير حالة العرف، لا يمكن تطبيق أي معاهدة بأثر رجعي (المادة 28)، إلا إذا ظهر من المعاهدة قصد مغاير.

وبالمقابل، جاء كل من اتفاقية منظمة العمل الدولية لعام 1949 والعهد الدولي لسنة 1966 قبل عام 1975، وكانت الجزائر قد انضمت للصك الأول قبل 1975، مما يعد أساسا كافيا لتقديم تظلم بناء على هذه الاتفاقية.

4. وبالإضافة إلى ذلك، فإن الظروف التي واكبت ذلك الترحيل تخرق قواعد أخرى للقانون الدولي يمكن التأسيس عليها للتقدم بطعن أمام هيئة قضائية. فقد تم انتهاك العديد من الحقوق الأساسية للمغاربة المبعدين من الجزائر، لاسيما الحق في اللجوء إلى القضاء وفي احترام الخصوصية والملكية الخاصة.

وقد تم التنصيص على الحق في اللجوء إلى المحاكم وفي احترام الخصوصية في المواد 8 و10 و12 من الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، والمادتين 14 (الفقرة 1) و17 من العهد الدولي لسنة 1966 والمادة 7 (الفقرة 1) من الميثاق الإفريقي لعام 1981.

أما الحق في احترام الملكية الخاصة، فتكرسه المادة 17 من الإعلان العالمي والمادة 14 من الميثاق الإفريقي.

وعلى الرغم من عدم انضمام الجزائر للعهد الدولي لعام 1966 وللميثاق الإفريقي إلا بعد عملية طرد المغاربة، فإنها ملزمة، منذ استقلالها، بمقتضيات الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، الذي يعبر عن القانون الدولي العرفي³.

يمكن إذن الارتكاز فقط على الإعلان العالمي للتقدم بطعن أمام الهيئات الدولية (الفقرة 6 أدناه وما بعدها).

5. وفي حالة ما إذا تم اليوم تقديم طعون في الجزائر ولم تمكن من جبر الضرر الذي تعرض له ضحايا الطرد، سيكون ذلك بمثابة إنكار للعدالة يتيح للمعنيين بالأمر أن يبرهنوا أنه، بعد 28 سنة عن وقوع تلك الأحداث، لا تزال حقوقهم تُنتهك. فبالإضافة إلى خرق الحق في اللجوء إلى القضاء والحق في احترام الخصوصية والحق في الملكية الخاصة، سيتم حينئذ انتهاك حقهم في الحصول على التعويض المناسب،

3- في ما يخص هذا الموضوع، يرجع لمؤلف إريك دافيد "قانون المنظمات الدولية"، منشورات جامعة بروكسيل، 2012/3، الفقرة 3.2.43.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

الطرد الجماعي للعمال المهاجرين وآليات التظلم الممكنة لدى الهيئات الدولية

إريك دافيد

أستاذ متقاعد في القانون الدولي بجامعة بروكسيل الحرة

1. سيتم النظر في مسألة طرق الطعن المتاحة أمام المغاربة الذين طردوا بشكل جماعي من الجزائر، في 8 دجنبر 1975، أولا من زاوية القانون الدولي المطبق على حالة الطرد هذه، ثم من منظور القواعد التي تتيح إمكانية التظلم لدى الهيئات الدولية.

ويجدر التذكير في البداية بالقانون الذي ينطبق على هذا الترحيل لأن مضمون القواعد ذات الصلة يحدد طبيعة طرق الطعن الممكنة.

15

1) الطرد الجماعي في القانون الدولي

2. يحظر القانون الدولي عمليات الطرد الجماعي، وتتمثل مصادر هذا الحظر أساسا في ما يلي:

- العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية لسنة 1966 (انضم إليه المغرب والجزائر على التوالي في 1979 و1989) الذي لا يجيز، في المادة 13 منه، الترحيل غير القانوني للأجانب وينص على تمكينهم من حق الطعن أمام «سلطة مختصة»، مما يدفعنا إلى القول بأن عملية طرد المغاربة من الجزائر لم تحترم لا القانون الجزائري ولا القانون الدولي؛
- الاتفاقية رقم 97 لمنظمة العمل الدولية بشأن العمال المهاجرين لعام 1949 (أصبحت الجزائر دولة طرفا فيها منذ عام 1962، بينما لم ينضم إليها المغرب) التي وإن كانت لا تحظر صراحة الطرد الجماعي فإنها تمنع في المادة 6 منها التمييز بين العمال الأجانب والمحليين؛ وحيث إن الطرد الجماعي للمغاربة من الجزائر كان عملا تمييزيا واضح المعالم، فإنه بذلك يخالف مقتضيات هذه الاتفاقية؛
- الاتفاقية الدولية لحماية حقوق العمال المهاجرين وأفراد أسرهم التي أقرتها الأمم المتحدة في 18 دجنبر 1990 (انضم إليها المغرب والجزائر على التوالي في 1993 و2005) التي تحظر صراحة الطرد الجماعي في مادتها 22، الفقرة 1؛
- الميثاق الإفريقي لحقوق الإنسان والشعوب الصادر في 27 يونيو 1981 (انضمت إليه الجزائر منذ عام 1987 بينما لم ينضم إليه المغرب) الذي يحظر عمليات الطرد الجماعي في المادة 12 منه، الفقرة 5.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

أدنى اعتبار إنساني أو قانوني». وقال المسؤول المغربي إن الحكومة تعمل على ضمان تعاون تام بين الأطراف المعنية بهذه القضية الهامة ذات الصلة بحقوق الإنسان والتي أصبحت تكتسي بعدا دوليا، مشيرا إلى الموقف الواضح الذي تبنته لجنة العمال المهاجرين.

وكما أكد على ذلك الوزير المغربي، فإن جميع المبادرات والمساعي الهادفة لإيجاد حل لهذا الملف قد باءت بالفشل في ظل استمرار موقف الجزائر المتصلب ورفضها التعاون وموقفها المعادي لشرعية وعدالة قضية الوحدة الترابية للمملكة. وقد قامت السلطات المغربية بإثارة هذه القضية في اللقاءات القليلة التي جرت مع الجانب الجزائري. وتم ذلك لأول مرة سنة 1991 خلال اجتماع اللجنة المشتركة المغربية الجزائرية المكلفة بالأموال والممتلكات. كما تم الاتفاق سنة 2003 على إعداد القوائم الخاصة بالأشخاص ضحايا الطرد التعسفي.

خلاصة

بناء على ما سبق، يتضح أن طرد المغاربة من قبل الجزائر في عام 1975 عمل يدينه القانون الدولي للهجرة الذي يتيح للمغاربة كامل الحق في الحصول على تعويض منصف عن الأضرار التي لحقت بهم جراء ذلك، والحق في لم شمل أسرهم، خاصة بالنسبة للأسر المختلطة. ويتعين في هذا الصدد تركيز الانتباه على الخطوات التي ستقوم بها الجزائر استجابة لملاحظات وتوصيات الهيئات الدولية المختصة.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

ثانيا، أدى طرد المغاربة من طرف الجزائر إلى انفصال الأسر في ظروف غير إنسانية وولد معاناة لم تنته بعد. وأعربت اللجنة في ملاحظاتها عن أسفها لهذا الوضع وأوصت الحكومة الجزائرية باتخاذ التدابير اللازمة لتسهيل جمع شمل المغاربة المطرودين مع أفراد أسرهم الذين ظلوا في الجزائر، وذلك وفق الصيغة التالية:

- وقد تلقت اللجنة معلومات مفادها أن عددا من العمال المهاجرين السابقين من المغاربة لا يزالون منفصلين عن أسرهم في أعقاب ما تعرضوا له في الماضي من طرد جماعي (الفقرة 34).
- توصي اللجنة الدولة الطرف باتخاذ تدابير مناسبة لتيسير جمع شمل هؤلاء العمال المهاجرين المغاربة مع أفراد أسرهم الذين عادوا إلى الجزائر (الفقرة 35).

في رده على هذه الملاحظة، قال ممثل الجزائر بأن مسألة التجمع العائلي «منصوص عليها في المادة 19 من القانون رقم 08-11 المتعلق بشروط دخول الأجانب إلى الجزائر وإقامتهم بها وتنقلهم فيها، وبأنه يجوز للأجنبي أن يستفيد من التجمع العائلي وفقا للكيفيات التي ستحدد بنص تنظيمي»، دون أن يوضح ما إذا كان المغاربة الذين طردوا من الجزائر سيستفيدون من هذا القانون.

2. قضية المغاربة المطرودين من الجزائر أمام مجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة

لقد أثرت قضية المغاربة المطرودين من الجزائر كذلك أمام مجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة، من وجهة نظر القانون الدولي للهجرة. فقد شارك وفد من جمعية المغاربة ضحايا الطرد التعسفي من الجزائر في أعمال الدورة الرابع عشرة لمجلس حقوق الإنسان بمدينة جنيف.

ومن خلال هذه المشاركة، سعى الوفد المغربي، الذي ضم رئيس الجمعية وكاتبها العام، إلى تعزيز وعي المجتمع الدولي بقضية المغاربة ضحايا الطرد التعسفي من الجزائر. وفي تدخل لها أمام المجلس، سلطت الجمعية الضوء على معاناة هؤلاء المغاربة الذين طردوا بشكل تعسفي من الجزائر سنة 1975، وناشدت المنظمات غير الحكومية المعنية بحقوق الإنسان لدعم التوصيات التي أصدرتها اللجنة المعنية بحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم.

ومن جانبها، ما فتئت الحكومة المغربية تعلن التزامها بمواصلة الجهود لإنصاف المغاربة المطرودين من الجزائر. وفي هذا الإطار، صرح كاتب الدولة لدى وزير الشؤون الخارجية والتعاون المغربي، يوم الأربعاء 9 يوليو، خلال الجلسة الأسبوعية للأسئلة الشفوية بمجلس النواب، أن «الحكومة ستواصل بذل كل الجهود اللازمة لإنصاف ودعم ورعاية المواطنين المغاربة الذين طردوا من الجزائر ظلما وسلبت ممتلكاتهم دون

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

كما تأسفت اللجنة لأن الجزائر لم تقدم أي ردود فيما يتعلق بالتقارير التي تتضمن مزاعم تتعلق بعدة حالات للطرد الجماعي للمهاجرين المنحدرين من إفريقيا جنوب الصحراء. وطلبت اللجنة من الجزائر التحقيق في هذه الحالات.

وبصفة عامة، شعرت اللجنة بالقلق لكون العمال المهاجرين غير الشرعيين الذين ينتظرون ترحيلهم من الجزائر قد يظلوا قيد الاعتقال لفترات طويلة ولكون أوامر احتجازهم قد تمدد من حيث المبدأ إلى آجال غير محددة. وفي المجمل، دعت اللجنة الجزائر إلى إرجاع الممتلكات إلى المغاربة المطرودين من الجزائر في سنة 1975 وتيسير جمع شمل الأسر التي انفصلت بدون وجه حق بسبب الطرد التعسفي التي تعرضت له.

وبالتالي، يمكن القول إن الملاحظات ذات الصلة التي أصدرتها اللجنة حول هذا الموضوع تتعلق بنقطين رئيسيتين: تمكين المغاربة المطرودين من استرجاع ممتلكاتهم وتسهيل التجمع العائلي.

في ما يخص النقطة الأولى، أبدت اللجنة تخوفها من إخضاع ممتلكات المغاربة الذين طردوا من الجزائر في عام 1975 لمقتضيات الفصل 42 من قانون المالية الجزائري لسنة 2010 التي نصت على مصادرة الممتلكات المتخلى عنها بشكل عام. ويعتبر موقف اللجنة منطقياً لأن المعنيين بالأمر أجبروا على التخلي عن ممتلكاتهم من قبل السلطات الجزائرية في خرق لجميع القواعد المعمول بها في هذا الشأن. وفي الفقرتين 24 و25 من التوصية، تؤكد اللجنة على ما يلي:

- الفقرة 24: وتحيط اللجنة علماً بالمعلومات المقدمة فيما يتعلق بالمادة 42 من قانون المالية لعام 2010 الذي اعتمدهته الدولة الطرف والذي ينص على أن تؤوّل ملكية بعض الأملاك العقارية المتخلى عنها إلى الدولة. وبينما تلاحظ اللجنة ما قدمه وفد الدولة الطرف من توضيحات مفادها أن هذا الحكم لا ينطبق على العمال المهاجرين المطرودين، فضلاً عما أبداه الوفد من آراء فيما يتعلق بعدم انطباق الاتفاقية بأثر رجعي، فإنها تشعر بالقلق لأن تطبيق هذا الحكم يمكن أن يؤدي إلى مصادرة الممتلكات المشروعة للعمال المهاجرين المطرودين، بمن فيهم العمال المهاجرون المغاربة الذين طردوا في الماضي من الدولة الطرف.
- الفقرة 25: توصي اللجنة الدولة الطرف بأن تتخذ جميع التدابير الضرورية لرد الممتلكات المشروعة إلى العمال المهاجرين المطرودين، بمن فيهم العمال المهاجرون المغاربة الذين طردوا في الماضي، أو أن تقدم تعويضات منصفة وكافية لهؤلاء العمال بما يتوافق مع المادة 15 من الاتفاقية.

جواباً على هذه الملاحظات، احتجت الجزائر بمبدأ عدم رجعية القوانين لأنها لم تصادق على الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم إلا في سنة 2004. غير أن اللجنة لم تأخذ بهذا الجواب في ملاحظاتها الختامية.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

وفي هذا الصدد، تدارست اللجنة المعنية بالعمال المهاجرين التقرير الأولي الذي قدمته الجزائر، وذلك في دورتها الثانية عشرة المنعقدة من 26 إلى 30 أبريل 2010. وفي ملاحظاتها الختامية وتوصياتها، شددت اللجنة، في بعض الفقرات، على ضرورة جبر الضرر الذي تعرض له المغاربة المطرودون من الجزائر.

وبناء على المعلومات التي تم إبلاغها إلى اللجنة خلال هذه الدورة الثانية عشرة المنعقدة في جنيف، طلبت اللجنة من الجزائر «اتخاذ جميع التدابير اللازمة لإعادة الممتلكات المشروعة» إلى المغاربة الذين طردوا من الجزائر في عام 1975.

وفي ملاحظاتها الختامية بشأن تقرير الجزائر، أوصت اللجنة الجزائر «بأن تتخذ جميع التدابير الضرورية لرد الممتلكات المشروعة إلى العمال المهاجرين المطرودين، بمن فيهم العمال المهاجرون المغاربة الذين طردوا في الماضي، أو أن تقدم تعويضات منصفة وكافية لهؤلاء العمال بما يتوافق مع المادة 15 من الاتفاقية».

وجاء في قضاة لوكالة المغرب العربي للأنباء أن مسألة المغاربة الذين طردوا من الجزائر في عام 1975 قد أثرت في هذه الدورة التي درست فيها اللجنة تقرير الجزائر عن التدابير التي اتخذتها طبقاً للاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين.

وفي معرض حديثها بهذه المناسبة، ساءلت مقررة اللجنة المكلفة بالنظر في التقرير المقدم من الجزائر، السيدة ميريام بوسي كونسيمبو، الممثل الدائم للجزائر لدى الأمم المتحدة في جنيف بخصوص قضية المغاربة المطرودين من الجزائر. وقالت في هذا الصدد إن «خبراً تنهى إلى علمها مفاده أن نحو 45 ألف أسرة مغربية كانت تعيش في الجزائر، أي ما يشكل بين 350 ألف و500 ألف شخص، تم طردهم سنة 1975 في ظروف لاإنسانية».

وطرحت السيدة كونسيمبو سؤالاً حول «الأسباب التي أدت إلى هذه الوضعية، إن كان ذلك حدث فعلاً، وما إذا كان ذلك قد تم طبقاً للقانون الجاري به العمل في الجزائر، أي على أساس قانوني؟». وتساءلت أيضاً عن الإجراءات التي اتخذتها الحكومة الجزائرية لضمان تعويض ضحايا هذه الوضعية.

وفي ملاحظاتها بشأن تقرير الجزائر، أعربت لجنة العمال المهاجرين عن قلقها لكون القانون لا يكفل للعمال المهاجرين المقيمين بصورة غير نظامية حق الطعن في أوامر الطرد التي تصدر عن الولاية.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

تاريخ الوقائع التي نحن بصدد مناقشتها اليوم. ففي ديباجة الاتفاقية، تعلن الدول الأطراف أنها «تأخذ في اعتبارها المبادئ المنصوص عليها في الصكوك الأساسية للأمم المتحدة المتعلقة بحقوق الإنسان، وخاصة الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، والعهد الدولي الخاص بالحقوق الاقتصادية والاجتماعية والثقافية، والعهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية، والاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري، واتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة، واتفاقية حقوق الطفل».

ومن ناحية أخرى، تم طرح مشكلة المغاربة المطرودين من الجزائر أمام اللجنة المعنية بحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، والتي تسمى أيضا لجنة العمال المهاجرين²، وهي هيئة مستقلة تضم الخبراء وتعمل على تتبع تنفيذ الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم من قبل الدول الأطراف. وقد أصدرت اللجنة مؤخرا ملاحظات ختامية حول هذا الموضوع تهتم صراحة بالجزائر، رغم أن هذه الأخيرة احتجت في جوابها بمبدأ عدم رجعية القوانين على أساس المادة 28 من اتفاقية فيينا لقانون المعاهدات لعام 1969. وتظل اللجنة على اقتناع بأن قضية المغاربة المطرودين من الجزائر لم تقفل بعد. وقد عبرت صراحة عن موقفها في ملاحظاتها الختامية.

ويتعين على الدول الأطراف أن تقدم إلى اللجنة، على فترات منتظمة، تقارير بشأن أعمال الحقوق المنصوص عليها في الاتفاقية. وتقوم اللجنة بفحص التقارير المقدمة من كل دولة طرف وتعرب عما يقلقها وتقدم توصياتها للدولة الطرف في شكل «ملاحظات ختامية». ويجوز للجنة أن تنظر أيضا في الملمتسات الفردية أو الشكاوى المقدمة من الأفراد الذين يدعون أنهم ضحايا لانتهاك الحقوق المنصوص عليها في الاتفاقية.

في هذا السياق، عقدت اللجنة اجتماعا في 26 أبريل 2010 خصص للمنظمات غير الحكومية الجزائرية والدولية التي تتوفر على معلومات بشأن وضعية حقوق الإنسان بالنسبة للمهاجرين المقيمين في الجزائر. وفي هذا الإطار، قدمت جمعية المغاربة ضحايا الطرد التعسفي من الجزائر ملتصا بهدف إلى تزويد اللجنة بمعلومات عن حقوق المهاجرين المغاربة الذين طردوا من الجزائر في دجنبر 1975 والتي لم تسترجع بعد. وتم ذلك بمناسبة انعقاد اللجنة يومي 27 و28 أبريل 2010 بجنيف لدراسة التقرير الأولي للجزائر، وهي دولة طرف في الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم. وقد قامت المنظمة غير الحكومية المغربية «جمعية المغاربة ضحايا الطرد التعسفي من الجزائر» بإعلام خبراء الأمم المتحدة بوضعية المغاربة الذين طردوا من الجزائر. وأشارت الجمعية على الخصوص إلى استمرار انتهاك حقوق المهاجرين المغاربة المبعدين، مع اعتماد بند في قانون المالية لسنة 2010، المنشور في الجريدة الرسمية رقم 78 المؤرخة في 31 دجنبر 2010، يقضي بمصادرة الدولة للأموال العقارية المتخلى عنها، مما يخول المحافظة العقارية «التشطيب على أسماء أصحاب العقارات المهملة».

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

ما يهمنا في هذا التقرير هي النقط المتعلقة بالطرد الجماعي، والتي تتطابق مع حالة المغاربة الذين طردوا من الجزائر. وفي هذا الصدد، يؤكد التقرير بكل وضوح أنه «فيما يتعلق بعمليات الطرد الجماعي، فإن المبدأ المستخلص من القانون التعاهدي هو التحريم رغم أنها عمليات لا تزال تمارسها بعض الدول». ويبقى السؤال المطروح هو معرفة ما إذا كان هذا التحريم مطلقاً وإمكانية تبرير الطرد في بعض الحالات، مثلاً عندما «تمس مجموعة من المقيمين في إقليمها بأمنها أو تشكل تهديداً مؤكداً لها». ولا ينطبق ذلك على حال المغاربة، الذين كانوا يقيمون في الجزائر في احترام تام للقوانين. تكمن المشكلة إذن في معرفة القواعد المطبقة على حالة المغاربة المطرودين من الجزائر من وجهة نظر القانون الدولي للهجرة.

والقضية مطروحة حالياً على هذا المستوى وتتجه نحو التدويل. فقد أثرت تباعاً أمام اللجنة المعنية بحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم وأمام مجلس حقوق الإنسان التابع للأمم المتحدة.

1 . قضية المغاربة المطرودين من الجزائر أمام لجنة العمال المهاجرين

إن قضية المغاربة الذين طردوا من الجزائر تستحق أن تطرح من منظور الهجرة والحقوق التي تنشأ عن هذه الوضعية. وتخضع وضعية العمال المهاجرين لنظام خاص تحدده اتفاقية حماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، التي اعتمدها الجمعية العامة للأمم المتحدة في 18 دجنبر 1990 والتي تشكل الأداة الرئيسية التي تنظم هذا المجال. ووفقاً للمادة 1 منها، تنطبق الاتفاقية «على جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم دون تمييز من أي نوع مثل التمييز بسبب الجنس، أو العنصر، أو اللون، أو اللغة، أو الدين أو المعتقد، أو الرأي السياسي أو غيره، أو الأصل القومي أو العرقي أو الاجتماعي، أو الجنسية، أو العمر، أو الوضع الاقتصادي، أو الملكية، أو الحالة الزوجية، أو المولد، أو أي حالة أخرى». وتنظم أحكام الاتفاقية «كامل عملية هجرة العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، وتشمل هذه العملية التحضير للهجرة، والمغادرة، والعبور، وفترة الإقامة بكاملها، ومزاولة نشاط مقابل أجر في دولة العمل وكذلك العودة إلى دولة المنشأ أو دولة الإقامة العادية».

وتحدد المادة 22 من الاتفاقية بالتفصيل شروط طرد الأشخاص المعنيين، بحيث تحظر الطرد الجماعي للعمال المهاجرين وأفراد أسرهم، وتنص على وجوب النظر في كل قضية طرد على حدة واتخاذ القرارات على أساس فردي. وفي جميع الحالات، يجب أن يتم الطرد في إطار القانون. وتكفل الاتفاقية ضمانات لفائدة الأشخاص المطرودين تتمثل في إخطارهم بقرار الطرد ومنحهم حق تقديم الأسباب المبررة لعدم طردهم بالإضافة إلى تعويضهم في حالة إلغاء أمر بالترحيل سبق تنفيذه.

غير أن طرد المغاربة من طرف الجزائر لم يحترم أياً من هذه القواعد الدولية، التي وإن تم إنشاؤها في سنة 1990 فإنها تستند على المبادئ العامة لحقوق الإنسان التي تكرسها الأمم المتحدة قبل عام 1975،

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

أسرهم، المكلفة بمتابعة تنفيذ الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم، ساءت اللجنة الجزائر بخصوص عمليات طرد جماعي أخرى في البند 15 من مشروع قائمة القضايا التي سيتم النظر فيها مناسبة دراسة التقرير الأولي للجزائر: «ذكر إن كان القانون يحظر صراحة الطرد الجماعي (تحيل اللجنة على قانون 2008). ونظرا للتقارير التي تدعي أن عمليات طرد جماعية تعرض لها مهاجرون قادمون من جنوب الصحراء قد جرت في عدة مناسبات في عام 2008، فإن اللجنة ترغب في تلقي معلومات مفصلة عن ممارسة الدولة الطرف بهذا الخصوص». وكان جواب الحكومة الجزائرية، الذي توصلت به اللجنة في 13 يناير 2010، كما يلي: «ومن أجل تقديم مزيد من المعلومات بشأن هذه المسألة، ينبغي التأكيد على أن قرارات طرد الأجانب الموجودين في وضعية غير قانونية فوق التراب الوطني هي قرارات فردية».

على الرغم من استبدال الأمر الصادر في سنة 1966 بقانون 2 يوليو 2008، فإن كلا النصين لا يتطرقان البتة إلى مسألة الطرد الجماعي للمهاجرين. ونظرا لتشابههما في ما يخص هذه النقطة، يمكننا أن نستنتج من جواب الحكومة الجزائرية على اللجنة المعنية بالعمال المهاجرين أنه إذا كانت عمليات إبعاد الأجانب غير الشرعيين تتم بقرارات فردية، فإن ذلك يشكل حجة أقوى لتطبيق نفس المسطرة على المهاجرين الموجودين في وضعية قانونية. وبالتالي، تعترف الجزائر بأن الطرد الجماعي يخالف القانون، مما يجعل مسؤوليتها قائمة إزاء المغاربة المطرودين في سنة 1975، لاسيما أنها لم تقدم لحد الساعة أي سبب وجيه لتبرير ذلك الطرد.

ب. طرد المغاربة من الجزائر من منظور القانون الدولي للهجرة

ينبغي في هذا الإطار توضيح مفهوم الطرد بشكل عام من وجهة نظر هيئات الأمم المتحدة. ففي تقرير خاص قدم أمام لجنة القانون الدولي التابعة للأمم المتحدة¹، تم اعتبار الطرد الجماعي للأجانب مخالف لحقوق الإنسان كما هي متعارف عليها عالميا.

فقد أعطى المقرر الخاص تعريفا واسعا لمصطلح «الطرد» يشمل «كل تدابير إبعاد الأجانب من إقليم الدولة الطاردة». وأوضح المقرر أن الأمر يتعلق هنا بعمل انفرادي تقوم به الدولة، لكنه تدبير جبري يستهدف فردا أو مجموعة من الأفراد. «وعلى سبيل التقريب الأولي، يمكن القول بالتالي أن المقصود بطرد الأجانب عمل قانوني تكره به دولة فردا أو مجموعة من الأفراد من مواطني دولة ما على مغادرة إقليمها». ويوضح التقرير أن حقوق المطرودين تتباين «تبعاً لكون الطرد فرديا أو طردا جماعيا أو لكونه طردا لعمال مهاجرين».

1- الجمعية العامة، 4 أبريل 2005، لجنة القانون الدولي، الدورة السابعة والخمسون، جنيف، 2 ماي - 3 يونيو و 4 يوليو - 5 غشت 2005، التقرير الأولي عن طرد الأجانب، قدمه المقرر الخاص السيد موريس كامتو.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

■ إذا لم يغادر التراب الجزائري في الآجال المحددة له طبقاً لأحكام المادة 12 من نفس الأمر (رفض منحه بطاقة المقيم أو سحبها منه)، ما لم يثبت أن تأخره يرجع إلى قوة قاهرة.

(2) وتنص المادة 21 من الأمر المشار إليه أعلاه على تبليغ قرار الطرد إلى المعني بالأمر، الذي يستفيد من مهلة تتراوح مدتها ما بين 48 ساعة و15 يوماً من أجل مغادرة التراب الوطني، وذلك حسب خطورة الوقائع المنسوبة إليه.

(3) وتوضح المادة 22 أنه يجوز إجبار الأجنبي الصادر في حقه قرار الإبعاد والذي يثبت عدم قدرته على مغادرة التراب الوطني على الإقامة في المكان الذي يحدد بموجب قرار لوزير الداخلية، إلى غاية أن يصبح قادراً على الامتثال لقرار الإبعاد.

يتضح إذن أن الأمر رقم 211-66 الصادر في سنة 1966 يحصر سلطة الطرد والإبعاد في يد الإدارة، دون منح المتضرر إمكانية اللجوء إلى القضاء في أي مرحلة من مراحل مسطرة الطرد من أجل تسوية النزاع. وعند اتخاذ قرار الطرد، يجب على المعني بالأمر تنفيذه دون منازعته أو الطعن فيه إدارياً. ومن ناحية أخرى، فباستثناء الطرد المعلل بصدور حكم قضائي بسبب ارتكاب جريمة أو جنحة، يظل السببان الآخران للطرد غير محددين بشكل دقيق ويخضعان للسلطة التقديرية للإدارة: المس بالنظام العام وسحب بطاقة المقيم أو رفض تسليمها (المبرر بعدم توفر الشروط اللازمة، والتي لم يتم تحديدها في هذا الأمر). وفي جميع الأحوال، لا تنطبق أي من هذه القواعد على وضعية المغاربة الذين طردوا من الجزائر بشكل جماعي، إذ تقتصر مقتضيات الأمر السالف الذكر على إجراءات الطرد الفردية التي تتم دراستها حسب كل حالة على حدة. فكيف اكتشفت السلطات الجزائرية فجأة أن 45,000 أسرة مغربية تشكل خطراً على النظام العام في الجزائر أو أنها لم تعد تستوفي الشروط اللازمة للاستمرار في الاستفادة من بطاقة المقيم؟

من أبرز ما يمكن استنتاجه مما سبق أن طرد المغاربة من قبل الجزائر في تلك الظروف يشكل انتهاكاً صريحاً للقانون الجزائري. وكما سبق التأكيد على ذلك أعلاه، وحتى نظل في حدود النقاش القانوني، كان من الممكن أن تتصرف السلطات الجزائرية وفق مقتضيات الإعلان العالمي لحقوق الإنسان الذي يشكل إحدى مرجعيات الدستور الجزائري، وتُجنب بالتالي العديد من العائلات المطرودة المعاناة التي تعرضوا لها. وفي ظل انعدام الأساس القانوني، يعتبر ذلك الطرد عملاً انتقامياً سياسياً موجهاً ضد المغرب، الذي كان قد استرجع أقاليمه الجنوبية في سنة 1975، وهو الأمر الذي لم تقبله الجزائر.

إن واقعة طرد المهاجرين المغاربة ليست فريدة من نوعها في تاريخ الجزائر. فخلال انعقاد الدورة العاشرة (من 29 أبريل إلى 1 مايو 2009) للجنة المعنية بحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

تهدف هذه المداخلة إلى تسليط الضوء على هذه المسألة انطلاقاً من القانون الدولي للهجرة، الذي يدين ترحيل العمال المهاجرين ويمنح المهاجرين المطرودين الحق في الحصول على تعويض منصف عن الأضرار التي لحقت بهم وكذا الحق في التجمع العائلي، خاصة بالنسبة للأسر المختلطة.

ورغم مرور ست وثلاثين سنة عن تلك الواقعة، تظل مسألة طرد المغاربة من الجزائر قضية من قضايا الساعة التي ما زالت في حاجة إلى شرح حيثياتها. لذلك، من المفيد إعادة طرح هذه المسألة بكل موضوعية ودراستها من وجهة نظر القانون الجزائري ذي الصلة، والذي يتعين أن يحترم مبدئياً المعايير الدولية، لاسيما الإعلان العالمي لحقوق الإنسان، والقانون الدولي للهجرة.

أ. طرد المغاربة من الجزائر من منظور القانون الجزائري

خلال طرد المغاربة من طرف الجزائر، كان النص المعمول به هو الأمر رقم 211-66 الصادر في 21 يوليوز 1966 والمتعلق بوضع الأجانب في الجزائر (الذي تم إلغاؤه وتغييره بالقانون الصادر في 2 يوليوز 2008) والمرسوم التطبيقي رقم 212-66 المؤرخ في 21 يوليوز 1966.

ويُعرف الأجنبي في مدلول هذا الأمر بكونه كل شخص لا يحمل الجنسية الجزائرية أو أية جنسية على الإطلاق. ويحدد هذا التشريع شروط تنقل الأجانب، وينص في المادة 13 منه على أنه «يحق للأجنبي الإقامة والتنقل بحرية ضمن التراب الجزائري» شريطة التقيد ببعض الشروط:

- يجب أن يكون بإمكان الأجنبي، بناء على طلب أعوان السلطة، تقديم الأوراق أو الوثائق التي تخول له الإقامة في الجزائر؛
- يتعين على الأجنبي التصريح بكل تغيير يطرأ على محل سكنه الفعلي. ويتم تقديم هذا التصريح لدى مكتب التشغيل بالنسبة للعمال الأجانب.

لكن ما يهمنا في هذا القانون بالأساس هو فصله السابع المتعلق بطرد الأجانب، والذي يحدد الشروط التي يتم وفقها الإبعاد والطرْد، وذلك في ثلاثة مواد:

1) تنص المادة 20 على أنه «يتم إبعاد الأجنبي خارج الإقليم الجزائري بموجب قرار صادر عن وزير الداخلية». ويمكن اتخاذ هذا الإجراء في الحالات التالية:

- إذا تبين للسلطات الإدارية أن وجوده في الجزائر يشكل تهديدا للنظام العام؛
- إذا صدر في حقه حكم قضائي نهائي يتضمن عقوبة سالبة للحرية بسبب ارتكابه جناية أو جنحة؛

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

طرد المغاربة من الجزائر والقانون الدولي للهجرة

عبد الله الحارسي

أستاذ القانون العام بجامعة سيدي محمد بن عبد الله

(كلية الحقوق، فاس)

مقدمة

بعد الرأي الاستشاري الذي أصدرته محكمة العدل الدولية في 16 أكتوبر 1975، اعتبر المغرب أن من حقه استرجاع أقاليمه الصحراوية، التي كانت ترزح تحت الاحتلال الإسباني، عبر تنظيم مسيرة سلمية. ففي 6 نونبر 1975، احتشد 350,000 مغربي، رجالا ونساء، متوجهين نحو الصحراء في مسيرة بدون سلاح. وبعد مفاوضات مع إسبانيا، تم نقل إدارة هذه الأقاليم إلى المغرب بموجب اتفاقية مدريد.

لم تتقبل الجزائر هذا النجاح المغربي، وهي التي كانت حتى عام 1974 لا تثير أية مطالب إقليمية في الصحراء. وفي هذا السياق، تم طرد حوالي 45,000 أسرة مغربية مقيمة بصفة قانونية في الجزائر من البلاد يوم 18 دجنبر 1975، الذي كان يوم عيد أضحى المسلمين. وقد بلغ مجموع عدد المبعدين حسب بعض التقديرات 300,000 شخص، أي ما يناهز عدد المشاركين في المسيرة الخضراء التي نظمها المغرب في 6 نونبر لاسترجاع صحرائه. وتم الترحيل القسري لكافة الجالية المغربية على أوسع نطاق وبدون سابق إنذار وفي ظروف غير مقبولة. وقد أجبر الآلاف من المهاجرين المغاربة على التخلي عن ممتلكاتهم وأسرهم وأبنائهم، بالنسبة للأسر المختلطة، قبل اقتيادهم نحو مدينة وجدة على الجانب المغربي من الحدود.

ويشكل هذا الطرد انتهاكا صارخا لحقوق الإنسان، لاسيما الإعلان العالمي لحقوق الإنسان لسنة 1948، وخرقا للقانون الدولي للهجرة.

إن طرد المغاربة من قبل الجزائر أمر مستهجن على مستويين: محليا ودوليا. فالتشريع الجزائري المتعلق بإقامة الأجانب لم يكن يسمح بمثل هذا الترحيل، إذ بالإضافة إلى الطابع المقتضب والفضفاض لذلك القانون وانعدام الضمانات فيه، فإنه يقتصر فقط على عمليات الترحيل الفردية. فلا شيء في القانون الداخلي الجزائري كان يجيز هذا الترحيل الجماعي. وفي غياب أي سند قانوني، يمكن اعتبار ذلك الطرد انتقاما سياسيا.

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

كلمة افتتاحية

ماري أرينا

عضو مجلس الشيوخ البلجيكي

إنه لمن دواعي سروري أن أفتتح أشغال هذه الندوة المخصصة لقضية المغاربة المطرودين من الجزائر.

أود أن أعترف أنني لم أكن على معرفة بهذه الصفحة المأساوية من التاريخ قبل أن تحدثني بذلك زميلتي وصديقتي فتيحة السعيد. فقبل شهور قليلة، أخبرتني فتيحة، التي هي على إلمام جيد بهذه الأحداث، باعتزامها فتح نقاش داخل مجلس الشيوخ بشأن هذه المسألة، تحقيقا لهدف بسيط وعادل ألا وهو حفظ الذاكرة.

وقد وافقت على الانضمام لهذا العمل بسبب هذه المأساة التي تعرض لها عشرات الآلاف من الأشخاص والتي غالبا ما كانت خفية على العموم، إن لم نقل في طي الكتمان.

فمن الصعب أن تعرف إلى أين أنت ذاهب إذا كنت لم تعد تعرف (أو لا تعرف) من أين أتيت. وعلى هذا الأساس، قمنا بصياغة القرار الذي تم عرضه على مجلس الشيوخ البلجيكي وبتنظيم هذا اللقاء اليوم.

وتأتي صياغة هذا القرار أملا كذلك في تعزيز الحوار بين الشعبين المغربي والجزائري، لأن الحل في نهاية المطاف يكمن في الإرادة السياسية لكلا البلدين في سلك سبل الحوار بينهما.

ويحضر معنا اليوم العديد من الشهود الذين عاينوا هذه المأساة، قادمين من المغرب وفرنسا وبلجيكا. كما يتميز هذا اللقاء بمشاركة عدد من الخبراء والأكاديميين وأساتذة القانون الدولي، ولو أننا نأسف لعدم تمكن ضيفنا الجزائري من الحضور معنا.

وسنحاول في هذا اللقاء أن نفهم ما حدث على نحو أفضل وأن نستكشف أيضا السبل التي ستمكن كل واحد من الاحتجاج بحقه في الذاكرة. سنسعى كذلك، قدر الإمكان، إلى تضميد الجروح التي لا تزال موشومة في ذاكرة هذه العائلات التي تعرضت للطرده.

أود مرة أخرى أن أشكر فتيحة على العمل الذي قامت به وأشكركم جميعا على حضوركم معنا اليوم.

ندوة طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975 من منظور القانون الدولي الإنساني

في 8 دجنبر 1975، أمرت الحكومة الجزائرية بطرد المواطنين المغاربة الذي كانوا يقيمون في الجزائر لعقود عدة (والذين يقدر عددهم بحوالي 45,000 أسرة و350,000 فرد).

وتظل هذه الصفحة من التاريخ مجهولة على العموم، تحمل في ثناياها العديد من الأسئلة. وقد سعت ندوة 17 ماي 2013 إلى فتح نقاش موضوعي في ضوء تحليل الأحداث التي وقعت في سنة 1975.

بمشاركة كل من:

عبد الله الحارسي

إريك دافيد

ماريون كيلبو

الحسين بوعسرية

محمد الشرفاوي

الآراء الواردة في هذا المنشور لا تلزم إلا أصحابها

الفهرس

- 01 كلمة افتتاحية
ماري أرينا، عضو مجلس الشيوخ البلجيكي
- 03 طرد المغاربة من الجزائر والقانون الدولي للهجرة
عبد الله الحارسي، أستاذ القانون العام بجامعة سيدي محمد بن عبد الله (كلية الحقوق، فاس)
- 15 الطرد الجماعي للعمال المهاجرين وآليات التظلم
الممكنة لدى الهيئات الدولية
إريك دافيد، أستاذ متقاعد في القانون الدولي بجامعة بروكسيل الحرة
- 23 مغاربة الجزائر: بين الذاكرة والتاريخ (1956 - 1976)
ماريون كيلبو، طالبة في سلك الماستر، تعد أطروحة تحت إشراف الأستاذ بيير فيرميرين جامعة باريس 1 بانتيون-سوربون
- 27 أهداف الجمعية وأنشطتها
الحسين بوعسرية، نائب رئيس جمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل
التعسفي من الجزائر
- 29 1975 تاريخ محبط: في يوم من الأيام كان هناك
ترحيل للمغاربة من الجزائر ...
محمد الشرفاوي، مهندس ورئيس فرع أوروبا لجمعية الدفاع عن المغاربة ضحايا الترحيل التعسفي من الجزائر
- 35 كلمة ختامية
فتيحة السعيد، عضو مجلس الشيوخ البلجيكي

Place Ach-Chouhada,
B.P. 1341, 10 001, Rabat - Maroc
Tél : +212(0) 5 37 72 22 18/07
Fax : +212(0) 5 37 72 68 56
cndh@cndh.org.ma

ساحة الشهداء، ص ب 1341،
10 001، الرباط - المغرب
الفاكس : +212 (0) 5 37 72 22 18/07
الفاكس : +212 (0) 5 37 72 68 56
cndh@cndh.org.ma

الإيداع القانوني: 2014MO1502
ردمك: 3-19-606-9954-978

طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975

من منظور القانون الدولي الإنساني

أشغال الندوة التي عقدت في 17 ماي 2013
بمبادرة من أعضاء مجلس الشيوخ البلجيكي، فتيحة السعيد وماري أرينا
وحسن بوسته

منشورات المجلس الوطني لحقوق الإنسان 2014



المجلس الوطني لحقوق الإنسان
ⵎⴰⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⴰⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⴰⵔ ⵏ ⵓⵎⵎⴰⵔ
Conseil national des droits de l'Homme



طرد المغاربة المقيمين في الجزائر سنة 1975

من منظور القانون الدولي الإنساني